

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/13751]

25 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, modifiant les règlements (CE) n° 1184/2006 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 104/2000 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n° 1954/2003 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 2371/2002 et (CE) n° 639/2004 du Conseil et la décision 2004/585/CE du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4 et D.241 à D.247;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mars 2019;

Vu le rapport du 19 février 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence d'avis donné au terme du délai prévu;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Programme wallon pour le secteur commercial de la Pêche (2014-2020) validé par le Gouvernement wallon en date du 13 juillet 2017 pour ce qui concerne les opérations à mettre en œuvre sur le territoire wallon;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux piscicultures intensives;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'administration : la Direction des Programmes européens du Département des Politiques européennes et des Accords internationaux de l'administration au sens de l'article D.3, 3°, du Code;

2° l'aquaculteur à titre principal : la personne physique ou, le cas échéant, l'administrateur délégué ou le gérant ou l'associé gérant d'une personne morale, qui soit :

a) exerce des activités aquacoles et retire de ses activités aquacoles, touristiques, pédagogiques, artisanales ou encore de ses activités agroalimentaires exercées sur le site de l'exploitation considérée, un revenu annuel brut total imposable supérieur à cinquante pour cent du montant de son revenu annuel global, à savoir la somme du revenu brut imposable issu de l'ensemble des activités professionnelles et des revenus de remplacement dans le chef de l'aquaculteur qui introduit une demande d'aide, issu de ses différentes activités professionnelles;

b) démontre une production annuelle d'au moins cinq tonnes de poissons;

3° l'aquaculture : l'aquaculture telle que définie à l'article 4, paragraphe 1^{er}, 25), du règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n° 1954/2003 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 2371/2002 et (CE) n° 639/2004 du Conseil et la décision 2004/585/CE du Conseil;

4° le bénéficiaire : le demandeur d'aide qui a reçu une décision favorable d'octroi de l'aide conformément au présent arrêté;

5° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

6° le comité de suivi : le comité institué en vertu de l'article 47 du règlement n° 1303/2013;

7° la date d'installation par création : la date d'enregistrement de l'exploitation créée en tant qu'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au Titre 2 du Livre III du Code de droit économique;

8° la date d'installation par reprise : la date d'enregistrement de la nouvelle exploitation en tant qu'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au Titre 2 du Livre III du Code de droit économique, correspondant à la date de reprise mentionnée dans la convention de reprise ou tout autre document probant en la matière;

9° la dépense éligible : une dépense, telle que fixée par le Ministre, exposée par le bénéficiaire durant la période d'éligibilité des dépenses et pour un investissement admissible conformément aux articles 6 à 8, qui est déclarée dans le cadre d'une demande de paiement d'aide recevable en vertu de l'article 17, et qui respecte les règles établies dans les règlements n° 508/2014 et n° 1303/2013, ainsi que celles établies dans le présent arrêté ou en vertu du présent arrêté;

10° l'entrepreneur entrant dans le secteur aquacole : l'aquaculteur dirigeant d'une première exploitation aquacole et qui introduit une demande au cours des vingt-quatre mois qui suivent la date d'enregistrement de cette première exploitation en installation par création ou par reprise;

11° l'exploitation aquacole : l'ensemble des unités de production aquacole, situées sur le territoire de la Région wallonne et gérées de façon autonome par un seul et même aquaculteur;

12° les investissements : les opérations qui consistent à acquérir, construire ou rénover des biens immeubles ou à acquérir des biens mobiliers au profit des bénéficiaires des aides;

13° le plan d'entreprise : le plan visé à l'article 22, § 2;

14° le Programme wallon pour le secteur commercial de la Pêche : le Programme wallon pour le secteur commercial de la Pêche (2014-2020) approuvé par le Gouvernement wallon en date du 13 juillet 2017;

15° le règlement n° 508/2014 : le règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil;

16° le règlement n° 1303/2013 : le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

17° l'unité de production aquacole : l'unité de production, au sens de l'article 2, f), du règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles, qui constitue une unité d'établissement au sens de l'article I.2, 16°, du Code de droit économique;

18° l'unité de transformation : l'unité d'établissement, au sens de l'article I.2, 16°, du Code de droit économique, dont une des sources de revenus est la transformation des produits de la pêche ou de l'aquaculture.

CHAPITRE II. — Conditions communes à l'aide à l'investissement en production et en transformation et à l'installation

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 2. Le présent arrêté définit les conditions et les modalités d'octroi de l'aide à l'investissement en production et en transformation et de l'aide à l'installation accordée aux bénéficiaires exerçant, sur le territoire de la Région wallonne, une activité aquacole professionnelle ou une activité de transformation des produits de la pêche ou de l'aquaculture.

Art. 3. § 1^{er}. L'aide octroyée prend la forme d'une subvention en capital, constituée d'une part régionale et d'une part européenne, dont le montant équivaut au montant des dépenses éligibles multiplié par un taux d'aide déterminé par le Ministre.

Pour chacun des régimes d'aide, le Ministre fixe :

1° le montant minimum des investissements admissibles en deçà duquel une demande d'aide n'est pas recevable;

2° le montant maximal de l'aide par bénéficiaire pour la période dudit programme;

3° le taux de l'aide publique totale;

4° les taux de participation des aides régionale et européenne dans l'aide publique totale.

Le Ministre fixe, pour chacun des régimes d'aides, un nombre maximum de demandes recevables par bénéficiaire sur la période du programme wallon pour le secteur commercial de la Pêche.

§ 2. Les montants visés au présent arrêté s'entendent hors T.V.A. ou hors toutes autres formes de taxes.

Section 2. — Dispositions communes relatives au demandeur et à la recevabilité des demandes d'aides

Art. 4. § 1^{er}. La demande d'aide est recevable si le demandeur :

1° dispose d'une adresse de correspondance en Région wallonne;

2° gère de manière autonome à son profit et pour son compte une ou plusieurs unités de production aquacole ou de transformation sur le territoire de la Région wallonne;

3° est identifié dans le système intégré de gestion et de contrôle « SIGeC », visé à l'article D.20 du Code, par son numéro de partenaire, en tant que gestionnaire d'une ou plusieurs unités de production aquacole ou de transformation;

4° dans le cas où il est un entrepreneur entrant dans le secteur aquacole, il respecte les conditions visées à l'article 46, § 2, du règlement n° 508/2014;

5° n'est pas une entreprise en difficulté au sens de l'article 3, 5), du règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Le Ministre peut préciser les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 4°.

§ 2. Les aides octroyées en vertu du présent arrêté s'appliquent aux micros, petites et moyennes entreprises, telles que définies dans la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Art. 5. Pour être recevable, la demande d'aide :

1° est relative à une unité de production aquacole ou une unité de transformation située sur le territoire de la Région wallonne;

2° ne concerne pas l'élevage d'organismes génétiquement modifiés;

3° est adressée au moyen du formulaire mis à disposition par l'Administration pour l'aide concernée, par tout moyen permettant de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code, et signée par le demandeur;

4° est accompagnée des documents nécessaires à la vérification des conditions fixées dans la présente section, et d'une déclaration sur l'honneur, signée par le demandeur, attestant le respect des critères énumérés à l'article 10, § 1^{er}, du règlement n° 508/2014, déclarant l'absence de fraude telle que visée à l'article 10, § 3, du règlement n° 508/2014, et confirmant les engagements requis en vertu du présent arrêté.

Section 3. — Dispositions communes relatives à l'admissibilité des investissements

Art. 6. Pour être admissible, tout investissement pour lequel une aide est sollicitée est justifié par son utilisation professionnelle raisonnable, et est réalisé et affecté à une exploitation située sur le territoire de la Région wallonne.

Afin d'apprécier l'utilisation professionnelle raisonnable, l'Administration tient compte de la taille de l'exploitation, de l'évolution technologique, de la rentabilité économique de l'investissement et de la pertinence du lien avec l'activité aquacole ou de transformation.

Art. 7. En cas d'investissements relatifs à des équipements ou des infrastructures visant à garantir le respect des exigences futures en matière d'environnement, de santé humaine ou animale, d'hygiène ou de bien-être des animaux prévues par la législation de l'Union européenne, l'aide peut être octroyée jusqu'à la date à laquelle lesdites exigences deviennent obligatoires pour le demandeur, conformément à l'article 46, § 3, du règlement n° 508/2014.

Art. 8. Les dépenses liées à la rénovation de biens immeubles existants sur l'exploitation ne sont pas éligibles à l'aide, si ces biens immeubles ne font pas partie de l'exploitation du demandeur, ou si le fond n'appartient pas au demandeur et qu'il en a la jouissance pour une durée inférieure à cinq ans après la date du dernier paiement.

Art. 9. Le Ministre fixe une liste d'investissements non admissibles.

Section 4. — Dispositions communes relatives à l'introduction, au traitement et au paiement de la demande d'aide

Art. 10. Le dossier de demande d'aide est introduit dans les formes prévues par le Ministre, conformément à l'article 5, 3°.

Art. 11. Le directeur de l'Administration accuse réception de la demande d'aide dans les dix jours ouvrables de sa réception. L'accusé de réception indique :

- 1° la date de réception de la demande;
- 2° le délai dans lequel la décision intervient.

Lorsque la demande d'aide est incomplète, le Directeur de l'Administration en informe le demandeur, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code, et le charge de la compléter dans les soixante jours de la réception en indiquant les éléments manquants à la demande pour être complète et conforme. Le délai de soixante jours peut être prolongé sur demande motivée du demandeur. Passé ce délai et si le dossier reste incomplet, la demande d'aide est considérée comme irrecevable.

Art. 12. Après la notification de la recevabilité de la demande d'aide, l'Administration peut requérir des documents ou des informations complémentaires auprès du demandeur.

La demande de documents ou d'informations complémentaires suspend le traitement du dossier. Après quinze jours ouvrables, la demande d'aide est considérée comme irrecevable si l'entièreté des documents et des informations n'est pas réceptionnée par l'Administration.

Art. 13. L'Administration notifie la décision favorable ou défavorable d'octroi de l'aide prise par le Ministre au demandeur dans les nonante jours de la réception du dossier complet, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code.

La décision d'octroi défavorable précise les résultats du processus de sélection visé à l'article 15.

La décision d'octroi favorable précise :

- 1° la nature des investissements qui peuvent donner lieu à une aide, sous réserve du respect des conditions fixées aux articles 6 à 8, ainsi que les raisons motivant le rejet des investissements non admissibles;
- 2° le montant maximum des dépenses éligibles;
- 3° le taux et le montant de l'aide maximale octroyée en vertu du présent arrêté.

Dans le cas où la décision d'octroi est favorable et fixe un montant d'aide non nul, cette décision précise également :

- 1° la période admissible de réalisation des investissements et d'éligibilité des dépenses du bénéficiaire sur base desquelles l'aide sera calculée;
- 2° la période admissible durant laquelle le bénéficiaire peut réclamer le paiement de l'aide liée à ses dépenses éligibles, conformément à l'article 16, § 2;
- 3° les conditions éventuelles à respecter en ce compris les pièces à présenter comme justificatifs de réalisation de l'investissement ou de l'installation.

Art. 14. Les aides sont octroyées dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

En cas d'insuffisance de fonds, le Ministre peut décider que les demandes d'aides ne sont plus admises à partir de la date de sa décision.

Section 5. — Critères de sélection et période d'éligibilité des dépenses

Art. 15. Des critères de sélection déterminent les demandes recevables qui peuvent bénéficier d'une aide. La demande qui obtient la cote minimale requise ou une cote supérieure peut bénéficier d'une aide.

Le Ministre détermine la cote minimale requise, la méthode de sélection, les critères de sélection approuvés dans le cadre de l'approbation du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche et sollicite l'avis du comité de suivi à cette fin, dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme.

Art. 16. § 1^{er}. Les dates de démarrage et de fin de la période d'éligibilité des dépenses du bénéficiaire visée à l'article 13, alinéa 4, 1°, sont déterminées au regard de la date de paiement des dépenses par le bénéficiaire et sont fixées à l'article 65, § 2, du règlement n° 1303/2013.

Les dates de démarrage et de fin de la période d'éligibilité des dépenses fixée à l'alinéa 1^{er} sont modifiées de la façon suivante, selon la nature de l'aide demandée, sans pour autant pouvoir être respectivement antérieure ou ultérieure aux dates de la période fixée à l'alinéa 1^{er} :

1° si la demande porte sur les aides visées aux chapitres 3, 4, à l'exclusion de l'article 38, § 3, ou au chapitre 5, la période d'éligibilité des dépenses est réduite pour ne pas être antérieure à la date de la notification visée à l'article 13, alinéa 1^{er}, et ne pas courir plus de trois ans à compter de cette date de notification;

2° la période visée au 1° est réduite à deux ans si la demande et ou les dépenses du bénéficiaire portent uniquement sur des investissements visés à l'article 38, § 3.

Les dépenses réalisées par le bénéficiaire en dehors de la période d'éligibilité sont considérées comme inéligibles.

La date de paiement des dépenses visée à l'alinéa 1^{er} correspond à la date valeur inscrite sur les extraits de compte ou sur la date d'émission du ticket de caisse.

§ 2. Pour les aides visées aux chapitres 4 et 5, les dates de démarrage et de fin de la période admissible durant laquelle le bénéficiaire peut réclamer le paiement de l'aide liée à ses dépenses, sont déterminées comme suit :

1° la date de démarrage est identique à celle de la période d'éligibilité des dépenses fixée en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéa 2;

2° sa date de fin correspond à la date du soixantième jour ouvrable qui suit la date de fin de la période d'éligibilité des dépenses fixée en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, ou, si elle est antérieure, qui suit la date valeur de liquidation par le bénéficiaire de la dernière dépense pour les investissements pouvant faire l'objet d'une aide conformément à la notification visée à l'article 13, alinéa 1^{er}.

Le Ministre peut modifier les modalités déterminant les périodes d'éligibilité des dépenses et d'admissibilité de demande de paiement, fixées en vertu des paragraphes 1^{er} et de l'alinéa 1^{er}, dans le respect des règlements n° 508/2014 et 1303/2013.

La part de l'aide octroyée en vertu de l'article 13, qui ne fait pas l'objet d'une demande de paiement d'aide recevable est annulée.

§ 3. *Le bénéficiaire avertit l'Administration de toute modification ou de l'abandon de tout investissement qui a fait l'objet d'une aide octroyée en vertu de l'article 13. L'aide octroyée relative à l'investissement non réalisé est annulée.*

Section 6. — Conditions communes relatives à la demande de paiement de l'aide

Art. 17. § 1^{er}. Le bénéficiaire introduit la demande de paiement de l'aide dans les formes prévues par le Ministre.

Pour être recevable, la demande de paiement :

1° est envoyée par le bénéficiaire durant la période admissible visée à l'article 13, alinéa 4, 2°;

2° est justifiée par des dépenses liées à des investissements admissibles en vertu de la notification visée à l'article 13, alinéa 3, et ces investissements sont conformes aux articles 6 à 8.

§ 2. Les aides sont liquidées sur base des éléments notifiés au bénéficiaire conformément à l'article 13, de la présentation des pièces justificatives et du résultat des contrôles visés à l'article 41. Le cas échéant, l'administration procède au recouvrement de l'aide indument liquidée au bénéficiaire, conformément aux articles 48 et 49.

Les pièces justificatives sont admissibles si elles permettent d'identifier clairement les dépenses pour la réalisation de l'investissement ou de l'installation. Les factures sont admissibles uniquement si elles sont accompagnées de preuves de paiement.

Si les pièces justificatives sont insuffisantes ou non probantes, elles ne sont pas prises en compte dans l'examen du dossier.

Le Ministre peut fixer des règles additionnelles qui conditionnent l'éligibilité d'une dépense du bénéficiaire à une aide ainsi que les pièces justificatives requises pour démontrer le respect des règles en vigueur.

Art. 18. Une dépense liquidée par le bénéficiaire peut uniquement faire l'objet d'une seule aide parmi celles qui peuvent être octroyées en vertu du présent arrêté.

Art. 19. En application de l'article D.254, § 1^{er}, du Code, le responsable de l'Administration, ou en cas d'empêchement le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour approuver et liquider les dépenses relatives aux aides prévues.

Section 7. — Engagement

Art. 20. § 1^{er}. Le demandeur s'engage à ne pas solliciter auprès de la Région wallonne d'autres aides, sous forme de subvention-intérêt, subside ou prime quelconque, pour tous les investissements faisant l'objet d'une aide octroyée en vertu du présent arrêté qui aurait comme effet un dépassement du niveau des aides fixées par la réglementation européenne ou par le présent arrêté.

Tout dépassement du niveau des aides fixé par le présent arrêté ou en vertu de celui-ci ou par l'annexe I du règlement n° 508/2014 est recouvré.

§ 2. Le bénéficiaire s'engage à :

1° conserver jusqu'au 31 décembre 2032 les pièces justificatives des dépenses faisant l'objet d'une aide perçue en vertu du présent arrêté;

2° autoriser et faciliter les contrôles liés à l'aide octroyée en vertu du présent arrêté, par l'Administration, la Cour des Comptes belge et des services compétents de la Commission et de la Cour des Comptes européenne, ainsi que toute autre entité valablement désignée par l'un des acteurs précités.

Les contrôles visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, peuvent être réalisés dans les locaux de l'exploitation uniquement si le bénéficiaire y donne son consentement préalable et exprès, ou si un juge l'autorise.

§ 3. Pendant une période minimale, le bénéficiaire d'une aide octroyée en vertu du présent arrêté s'engage :

1° à conserver les investissements subsidiés et leur affectation à la destination prévue;

2° à ne pas louer les investissements subsidiés;

3° à maintenir un système de comptabilité séparé ou une codification comptable adéquate permettant d'identifier aisément dans sa comptabilité les transactions relatives aux investissements liés à la demande d'aide, sans préjudice des règles comptables nationales;

4° à respecter les conditions visées à l'article 10, § 1^{er}, a) à d), du règlement n° 508/2014;

5° à fournir à l'Administration toutes données relatives à son activité de production, de transformation ou de commercialisation que celle-ci lui demanderait;

6° à prouver que l'exploitation respecte les normes environnementales et fait l'objet d'un permis unique.

La période minimale mentionnée à l'alinéa 1^{er} est de cinq ans après la date du dernier paiement de l'aide liée aux investissements subsidiés en vertu du présent arrêté.

§ 4. Le Ministre peut fixer d'autres engagements que ceux visés aux paragraphes 1^{er} à 3.

§ 5. Le bénéficiaire qui ne respecte pas l'un des engagements visés aux paragraphes 1^{er} à 4, perd en partie ou en totalité l'aide qui lui a été octroyée en vertu du présent arrêté et rembourse la part de l'aide concernée qu'il a déjà perçue.

CHAPITRE III. — Aides à l'installation en aquaculture par reprise ou par création

Section 1^{re}. — Principe des aides à l'installation

Art. 21. L'aide à l'installation est octroyée afin de soutenir l'installation, sur le territoire de la Région wallonne, des jeunes entrepreneurs entrant dans le secteur aquacole, conformément à l'article 52 du règlement n° 508/2014.

Section 2. — Recevabilité de la demande

Art. 22. § 1^{er}. Pour être recevable, outre les conditions fixées à l'article 5, la demande d'aide à l'installation par reprise ou par création :

1° contient un plan d'entreprise, pouvant être rédigé avec l'aide d'un consultant;

2° est introduite auprès de l'Administration endéans le délai fixé à l'article 1^{er}, 10°.

§ 2. Pour être recevable, le plan d'entreprise visé au paragraphe 1^{er} comprend :

1° les étapes et les objectifs de production sur trois ans pour le développement des activités de l'exploitation, y compris un inventaire exhaustif des investissements prévus par le bénéficiaire dans le cadre de sa demande d'aide à l'installation et l'estimation de leurs coûts respectifs;

2° une analyse du projet reprenant le potentiel de l'exploitation au moment de l'installation par reprise ou par création;

3° les besoins ou l'absence de besoin d'investissements complémentaires à ceux visés au 1°, pouvant potentiellement bénéficier de l'aide visée au chapitre 4, pendant les trois premières années suivant la date de l'installation par reprise ou par création;

4° un calcul de viabilité dont les modalités sont fixées par l'Administration;

5° des indicateurs de résultats établis au moment de la demande et utilisés comme outils d'analyse de l'évolution de l'exploitation au terme du plan et permettant à l'administration d'apprécier l'état de réalisation des objectifs au travers du calcul de viabilité;

6° les détails des mesures, y compris celles qui sont liées à la durabilité de l'environnement et à l'utilisation efficace des ressources, nécessaires au développement des activités de l'exploitation aquacole, comme les investissements, la formation, le conseil;

7° la situation initiale de l'exploitation, en cas de reprise.

La mise en œuvre du plan d'entreprise commence au plus tard dans un délai de neuf mois à compter de la date de notification de la décision visée à l'article 13.

L'Administration vérifie au terme de la période de trois ans visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, la réalisation des objectifs du plan d'entreprise et l'atteinte du seuil de viabilité. La réalisation des objectifs conditionne la liquidation de la dernière tranche de l'aide à l'installation.

Art. 23. Par dérogation à l'article 4, § 2, l'aide à l'installation est limitée aux micros et petites entreprises, telles que définies dans la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Les aides à l'installation par reprise et par création ne sont pas cumulables.

Section 3. — Admissibilité de l'installation par reprise et par création

Art. 24. § 1^{er}. L'installation par reprise est l'acquisition par un jeune entrepreneur entrant dans le secteur aquacole de tout ou partie d'une exploitation aquacole préexistante, par le rachat de l'ensemble ou d'une partie des biens corporels et incorporels de cette exploitation aquacole, et d'au moins les immeubles nécessaires à l'activité aquacole, sans reprendre les dettes et l'image de celle-ci.

L'installation par reprise est prouvée par un registre des parts ou une convention de reprise enregistrée ou un acte authentique qui :

1° mentionne la date effective de l'installation par reprise du demandeur, les modalités et l'inventaire de la reprise;

2° est daté et signé par les différentes parties au plus tard le jour de la date d'installation par reprise.

§ 2. Si la convention ou l'acte ne répond pas aux conditions reprises au paragraphe 1^{er}, elle n'est pas prise en compte par l'Administration.

§ 3. Conformément à l'article 11, e), du règlement n° 508/2014, les transferts de propriété d'entreprise ne sont pas admissibles.

Le Ministre peut déterminer des critères permettant de différencier les cas de transfert de propriété d'entreprise des cas d'installation par reprise visés au paragraphe 1^{er}.

Art. 25. L'installation par création est la création par un jeune entrepreneur entrant dans le secteur aquacole d'une exploitation aquacole fonctionnelle en vue de s'y installer.

La date d'installation par création est la date visée à l'article 1^{er}, 7°.

Section 4. — Demandeur

Art. 26. Pour bénéficier des aides à l'installation, le demandeur, s'installant en personne physique, à la date de l'installation effective :

1° est installé pour la première fois en qualité d'indépendant comme aquaculteur à titre principal sur une exploitation aquacole située sur le territoire de la Région wallonne;

2° est déclaré et en ordre de cotisation auprès d'une caisse d'assurances sociales, à titre principal comme indépendant aquaculteur;

3° est le chef d'exploitation exclusif ou exerce un contrôle effectif de l'exploitation durant au moins cinq ans, soit en tant que personne physique membre d'un groupement, soit en tant qu'administrateur délégué, gérant ou associé-gérant d'une personne morale;

4° fait partie d'un partenaire identifié au SIGeC en tant que gestionnaire d'unité de production aquacole à titre principal.

Pour bénéficier des aides à l'installation, le demandeur, personne physique, respecte à la date d'installation par reprise ou par création, les conditions suivantes :

1° ne pas être âgé de plus de quarante ans;

2° être titulaire d'une qualification ou à défaut, d'une expérience suffisante;

3° ne pas avoir été dirigeant d'une entreprise aquacole auparavant.

Le Ministre définit la qualification et l'expérience suffisante visée à l'alinéa 2, 2°, ainsi que les conditions qui satisfont à l'obligation d'un contrôle effectif de l'exploitation telle que visée à l'alinéa 1^{er}, 3°.

Art. 27. Le demandeur qui s'installe en tant que gérant ou administrateur-délégué d'une personne morale ayant pour objet principal une activité aquacole respecte les conditions visées à l'article 26.

Section 5. — Admissibilité de l'exploitation reprise ou créée

Art. 28. L'exploitation reprise ou créée atteint un seuil de viabilité au terme du plan d'entreprise.

Le Ministre fixe le seuil de viabilité à atteindre pour que l'exploitation soit admissible à une aide à l'installation.

Section 6. — Dépenses éligibles

Art. 29. Les dépenses éligibles à une aide à l'installation sont toutes les dépenses éligibles au sens de l'article 1^{er}, 9°, liées à l'installation, à l'exception des dépenses considérées comme non admissibles à la subvention telles que déterminées par le Ministre

Section 7. — Liquidation de l'aide

Art. 30. L'aide à l'installation par reprise ou par création est constituée d'une subvention en capital et calculée sur base des dépenses éligibles liées à l'installation et du taux d'aide fixé conformément à l'article 3.

Art. 31. L'aide à l'installation par reprise ou par création est versée en deux tranches sur une période de cinq ans maximum.

Art. 32. Les deux tranches sont de cinquante pour cent chacune.

La première tranche de l'aide est versée dès transmission par le bénéficiaire d'une déclaration approuvée par un comptable ou tout autre expert compétent suivant laquelle cinquante pour cent des dépenses visées à l'article 13, alinéa 3, 1°, ont été réalisées.

La seconde tranche de l'aide est liquidée après vérification de l'atteinte des objectifs du plan d'entreprise, conformément à l'article 34, et la réalisation de contrôles prévus conformément au chapitre 6.

Section 8. — Engagement

Art. 33. § 1^{er}. Le bénéficiaire d'une aide à l'installation, personne physique ou morale, s'engage à tenir une comptabilité analytique et de gestion pendant une période minimale de cinq ans après la date d'installation, et de communiquer annuellement à l'administration les éléments de cette comptabilité.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable au bénéficiaire d'une aide à l'installation pour lequel le montant d'aides notifié conformément à l'article 13 est inférieur à 40.000 euros.

§ 2. La comptabilité analytique et de gestion visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, comprend :

1° une description des caractéristiques générales de l'exploitation, en ce compris des facteurs de production mis en œuvre;

2° un bilan (actif et passif) ainsi qu'un compte d'exploitation (compte de résultat), mentionnant les charges et produits détaillés;

3° les éléments nécessaires à l'appréciation de l'efficacité de la gestion de l'exploitation dans son ensemble ainsi que de la rentabilité des principales activités;

4° un inventaire annuel d'ouverture et de clôture;

5° l'enregistrement systématique et régulier, au cours de l'exercice comptable, des divers mouvements en nature et en valeur de l'exploitation.

Pour la première année qui suit la date d'installation, le bénéficiaire peut transmettre uniquement les documents mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 5°.

Le Ministre peut:

1° définir la forme et le contenu de la comptabilité simplifiée visée à l'alinéa 2;

2° fixer la forme de présentation des documents visés au présent article;

3° compléter la liste des éléments requis en vertu du présent article.

Section 9. — Suivi du plan d'entreprise

Art. 34. Le bénéficiaire de l'aide à l'installation effectue un relevé annuel des indicateurs de résultats prévus dans son plan d'entreprise visé à l'article 22, § 2, et y inscrit ses observations. Il peut faire appel à un consultant pour la rédaction de ce relevé. Le relevé est envoyé chaque année à l'Administration.

En cas d'indicateur de résultats inférieur aux objectifs fixés dans le plan d'entreprise visé à l'article 22, § 2, le bénéficiaire justifie sa situation et présente les nouvelles mesures mises en œuvre pour répondre à la situation.

Au terme du plan d'entreprise, le bénéficiaire transmet à l'Administration un rapport final de suivi portant sur chacune des années du plan d'entreprise. Sur base du rapport final, l'Administration évalue les résultats ainsi que l'atteinte des objectifs du plan.

CHAPITRE IV. — Aides à l'investissement en aquaculture

Section 1^{re}. — Principe des aides

Art. 35. L'aide à l'investissement a pour objectif de soutenir le développement d'une aquaculture durable sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 36. La demande d'aide à l'investissement est recevable si elle est envoyée au moyen du formulaire mis à disposition par l'Administration, conformément à l'article 5, 3^o.

Art. 37. Un jeune entrepreneur entrant dans le secteur aquacole peut bénéficier simultanément d'une aide à l'installation et d'aides à l'investissement, dans le respect de l'article 18.

Section 2. — Investissements admissibles

Art. 38. § 1^{er}. Les investissements admissibles à une aide visée au présent chapitre répondent à au moins un des objectifs visés à l'article 48, § 1^{er}, du règlement n^o 508/2014, à l'exclusion de l'objectif d'augmenter l'efficacité énergétique et de convertir à des sources d'énergies renouvelables.

§ 2. Conformément à l'article 48, § 3, du règlement n^o 508/2014, et au plan stratégique pluriannuel pour le développement de l'aquaculture en Wallonie, les investissements visant à accroître la production ou favoriser la modernisation de l'exploitation aquacole existante ou la construction d'une nouvelle unité sont admissibles.

§ 3. Les investissements qui ont pour objectif de protéger les exploitations aquacoles contre les prédateurs sauvages sont admissibles à une aide visée au présent chapitre s'ils remplissent les conditions suivantes :

1^o ils visent la protection de l'exploitation contre au moins une des espèces fixées par le Ministre parmi les espèces protégées en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

2^o ils constituent un système de protection dont la pertinence, envers les espèces concernées et l'exploitation bénéficiaire, est validée par le Département de la Nature et des Forêts de l'administration au sens de l'article D.3, 3^o du Code.

Le Ministre peut fixer :

1^o un délai maximal au-delà duquel l'avis du Département visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, est réputé favorable;

2^o des conditions additionnelles sur l'éligibilité des dépenses effectuées par le bénéficiaire dans le cadre d'une aide octroyée en vertu de l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE V. — Aide à l'investissement dans la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

Section 1^{re}. — Principe des aides

Art. 39. L'aide à l'investissement dans la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture a pour objectif d'encourager la transformation et la commercialisation des produits issus d'une pêche durable ou d'une aquaculture durable.

Section 2. — Investissements admissibles

Art. 40. Les investissements admissibles à une aide visée au présent chapitre répondent à au moins un des objectifs fixés à l'article 69, paragraphe 1^{er}, du règlement n^o 508/2014, à l'exclusion de l'objectif d'augmenter l'efficacité énergétique et de convertir à des sources d'énergies renouvelables.

CHAPITRE VI. — Contrôles et sanctions

Section 1^{re}. — Contrôles

Art. 41. § 1^{er}. L'Administration, ou tout autre organisme mandaté par celle-ci, procède à des contrôles administratifs et sur place :

1^o du respect des conditions de recevabilité ou d'admissibilité du demandeur, de la demande d'aide et des investissements, telles que fixés dans le présent arrêté;

2^o du respect des conditions d'éligibilité des dépenses déclarées dans le cadre de la demande de paiement d'une aide, y compris des pièces justificatives démontrant le respect des règles en vigueur;

3^o du respect des législations et réglementations fiscales et sociales.

§ 2. Le contrôle du respect des législations et réglementations environnementales, et le cas échéant des prescriptions environnementales qui accompagnent le permis unique ou le permis d'environnement du bénéficiaire pour l'unité de production concernée par l'aide, est réalisé par la Direction des Contrôles du Département de la Police et des Contrôles de l'administration au sens de l'article D.3, 3^o du Code.

§ 3. Tout constat émis dans le cadre des contrôles visés aux paragraphes 1^{er} et 2 est notifié par l'Administration compétente au bénéficiaire. La sanction sur l'aide due au bénéficiaire en vertu du présent arrêté est également notifiée par l'Administration au bénéficiaire. La liquidation de toute aide régie par le présent arrêté est conditionnée par un avis favorable des services en charge du contrôle visés au paragraphe 1^{er}.

Section 2. — Contrôle de la pérennité de l'installation, de la conservation et de l'affectation de l'investissement

Art. 42. Dans les cas prévus à l'article 71 du règlement n° 1303/2013, l'Administration procède au recouvrement de tout ou partie des aides versées en faveur de l'investissement concerné.

Art. 43. Le bénéficiaire de l'aide qui souhaite modifier l'affectation ou l'utilisation d'un investissement bénéficiant ou ayant bénéficié d'une aide en informe préalablement l'Administration.

Le bénéficiaire indique la nouvelle affectation ou l'utilisation de l'investissement, et motive le changement. Les modifications d'affectation ou d'utilisation des investissements sont soumises à l'approbation préalable de l'Administration.

L'Administration accepte un changement d'affectation si celle-ci respecte les conditions admises en vertu du présent arrêté. En cas de changement d'affectation non autorisé, l'Administration recouvre tout ou partie des aides versées en faveur de l'investissement concerné.

Art. 44. Le bénéficiaire de l'aide fournit à l'Administration toutes les informations et documents nécessaires pour lui permettre de vérifier la présence de l'investissement et la bonne affectation des aides concernées.

En cas de refus de fournir les informations nécessaires au contrôle ou en cas d'absence de documents probants, le bénéficiaire d'aides rembourse les aides à concurrence de la partie non justifiée.

Section 3. — Sanctions

Art. 45. § 1^{er}. Conformément à l'article 143 du règlement n° 1303/2013, le non-respect des dispositions fixées en vertu du présent arrêté entraîne l'arrêt des aides et, le cas échéant, un remboursement de tout ou partie des aides déjà perçues en fonction de la gravité, du caractère intentionnel ou non de la faute commise par le bénéficiaire, de l'étendue, de la durée et de la répétition du cas de non-conformité.

§ 2. Le Ministre fixe une grille de sanctions en fonction des éléments repris au § 1^{er}.

En cas de force majeure et de circonstances exceptionnelles tels que visés au chapitre 7, aucun remboursement n'est exigé pour autant que la non-conformité aux obligations ou aux engagements applicables en vertu du présent arrêté ne résulte pas d'une faute intentionnelle du bénéficiaire.

Art. 46. En cas de non-respect de l'article 34, la dernière tranche n'est pas liquidée et il est procédé au recouvrement ou à la compensation des aides déjà perçues en tout ou en partie.

En cas de refus de fournir les informations nécessaires au contrôle de la qualité et des résultats des relevés ainsi que de la mise en œuvre globale du plan d'entreprise ou en cas d'absence de documents probants, le bénéficiaire rembourse les aides à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 47. Toute aide octroyée en vertu du présent arrêté est annulée et, le cas échéant, entièrement recouvrée, si elle a été accordée en faveur des personnes physiques ou morales, qui ont créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

Section 4. — Procédure de recouvrement

Art. 48. L'Administration notifie au bénéficiaire qu'elle procède au recouvrement de l'aide avant de procéder effectivement à cette récupération.

Art. 49. Les aides sont recouvrées conformément aux articles D.258 à D.260 du Code.

CHAPITRE VII. — Cas de force majeure et circonstances exceptionnelles

Art. 50. Les cas de force majeure sont au minimum un des cas suivants :

- 1° le décès du bénéficiaire;
- 2° l'incapacité professionnelle de longue durée du bénéficiaire;
- 3° une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon importante l'exploitation;
- 4° la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation;
- 5° une épizootie ou une maladie des végétaux affectant la production aquacole pour plus de la moitié du volume annuel usuellement produit par l'unité de production aquacole affectée;
- 6° l'expropriation de la totalité ou d'une grande partie de l'exploitation pour autant que cette expropriation n'ait pu être anticipée le jour de l'introduction de la demande d'aide.

Les pertes de cheptel, qui affectent la production aquacole pour plus de la moitié du volume annuel usuellement produit par l'unité de production aquacole affectée, liées à des conditions climatiques ou environnementales exceptionnelles défavorables peuvent être prises en compte lorsqu'elles font l'objet d'une reconnaissance officielle et, en ce qui concerne les conditions environnementales, pour autant que ces dernières soient accidentelles et non imputables au bénéficiaire ou à un membre du personnel de l'exploitation.

Art. 51. Lorsque le cas de force majeure ou la circonstance exceptionnelle concerne le décès du bénéficiaire de l'aide ou l'incapacité professionnelle de longue durée du bénéficiaire de l'aide, l'article 45 s'applique uniquement pour conserver les aides acquises. Il ne s'applique pas pour bénéficier d'un nouvel octroi d'aide dans le chef d'un tiers au bénéficiaire qui ne remplirait pas les critères d'admissibilité.

Les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles sont notifiés par écrit à l'Administration et les preuves y afférentes sont apportées dans un délai de quinze jours ouvrables à compter du jour où le bénéficiaire, ou son ayant droit, est en mesure de le faire.

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires

Art. 52. § 1^{er}. Les bénéficiaires qui ont bénéficié d'une aide régionale octroyée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, peuvent bénéficier d'une aide visée par le présent arrêté dans le respect des conditions qui y sont fixées et dans le respect des conditions et modalités fixées aux paragraphes 2 et 3.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les investissements pour lesquels l'aide régionale visée à l'alinéa 1^{er} a été octroyée avant le 1^{er} janvier 2014, ne peuvent pas bénéficier d'une aide visée par le présent arrêté.

§ 2. Seuls les investissements admissibles dans le cadre d'une demande d'aide recevable en vertu du paragraphe 1^{er} peuvent faire l'objet d'une demande d'aide en vertu du présent arrêté.

Pour ces investissements, la période d'éligibilité des dépenses à une aide visée par le présent arrêté équivaut à la période éligible fixée en vertu de l'arrêté visé au paragraphe 1^{er}.

La période durant laquelle le bénéficiaire peut réclamer le paiement de l'aide octroyée en vertu du présent arrêté démarre à la date de la notification d'octroi de l'aide visée à l'article 13.

La période admissible se termine soixante jours ouvrables suivant cette date de notification ou, si elle est postérieure, la date correspondant au soixantième jour ouvrable qui suit la date valeur de liquidation de la dernière dépense éligible pour les investissements pouvant faire l'objet d'une aide conformément à la notification visée à l'article 13.

§ 3. Le montant de la part régionale des aides dues au bénéficiaire en vertu du présent arrêté est réduit du montant des aides régionales perçues, pour les mêmes investissements, en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 visé au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 53. Le présent arrêté cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le présent arrêté continue à s'appliquer pour les dossiers qui ont obtenu une décision favorable de recevabilité avant le 31 décembre 2020.

Art. 54. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/13751]

25. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über Investitionsbeihilfen in den Bereichen Aquakultur und Verarbeitung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1379/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die gemeinsame Marktorganisation für Erzeugnisse der Fischerei und der Aquakultur, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1184/2006 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 104/2000 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1380/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die Gemeinsame Fischereipolitik und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1954/2003 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates sowie zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2371/2002 und (EG) Nr. 639/2004 des Rates und des Beschlusses 2004/585/EG des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 508/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2328/2003, (EG) Nr. 861/2006, (EG) Nr. 1198/2006 und (EG) Nr. 791/2007 des Rates und der Verordnung (EU) Nr. 1255/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4 und D.241 bis D.247;

Aufgrund der am 25. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 19. Februar 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 18. März 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass nach Ablauf der vorgesehenen Frist keine Stellungnahme abgegeben worden ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei (2014-2020), das von der wallonischen Regierung am 13. Juli 2017 im Hinblick auf die auf wallonischem Gebiet durchzuführenden Maßnahmen validiert wurde;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die intensiven Fischzuchten;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° **Verwaltung:** die Direktion der europäischen Programme der Abteilung europäische Politik und internationale Abkommen der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;

2° **Hauptberuflicher Aquakulturbetreiber:** die natürliche Person oder gegebenenfalls der geschäftsführende Verwalter oder der Geschäftsführer oder der geschäftsführende Gesellschafter einer juristischen Person, die:

a) Aquakulturtätigkeiten ausübt und aus seinen am Standort des betreffenden Betriebs ausgeübten Tätigkeiten in den Bereichen Aquakultur, Tourismus, Bildung, Handwerk oder aus der Erzeugung landwirtschaftlicher Nahrungsmittel ein steuerpflichtiges jährliches Bruttoeinkommen erzielt, das fünfzig Prozent des Gesamtbeitrags seines Jahreseinkommens übersteigt, d.h. die Summe des steuerpflichtigen Bruttoeinkommens aus allen beruflichen Tätigkeiten und des Ersatzeinkommens für den Aquakulturbetreiber, der einen Beihilfeantrag stellt, der sich aus seinen verschiedenen beruflichen Tätigkeiten ergibt;

b) eine jährliche Produktion von mindestens fünf Tonnen Fisch nachweist;

3° **Aquakultur:** die Aquakultur im Sinne von Artikel 4 Paragraph 1 Ziffer 25) der Verordnung (EU) Nr. 1380/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die Gemeinsame Fischereipolitik und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1954/2003 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates sowie zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2371/2002 und (EG) Nr. 639/2004 des Rates und des Beschlusses 2004/585/EG des Rates;

4° **Begünstigter:** der Antragsteller, der eine positive Entscheidung über die Gewährung der Beihilfe gemäß vorliegendem Erlass erhalten hat;

5° **Gesetzbuch:** das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

6° **Begleitausschuss:** der gemäß Artikel 47 der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 eingesetzte Begleitausschuss;

7° **Datum der Niederlassung durch Betriebsgründung:** das Datum der Eintragung des als Unternehmen gegründeten Betriebs bei der Zentralen Datenbank für Unternehmen gemäß Buch III Titel 2 des Wirtschaftsgesetzbuches;

8° **Datum der Niederlassung durch Übernahme:** das Datum der Eintragung des neuen Betriebs als Unternehmen bei der Zentralen Datenbank für Unternehmen gemäß Buch III Titel 2 des Wirtschaftsgesetzbuches, das dem in der Übernahmevereinbarung oder einem anderen diesbezüglichen beweiskräftigen Schriftstück angeführten Datum der Übernahme entspricht;

9° **beihilfefähige Ausgabe:** eine vom Minister festgelegte Ausgabe, die der Begünstigte während des Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben und für eine förderfähige Investition gemäß den Artikeln 6 bis 8 getätigt hat, die als Teil eines Antrags auf Zahlung einer förderfähigen Beihilfe gemäß Artikel 17 erklärt wird und die den Vorschriften der Verordnungen Nr. 508/2014 und Nr. 1303/2013 sowie den in dem vorliegenden Erlass oder aufgrund des vorliegenden Erlasses festgelegten Vorschriften entspricht;

10° **Neueinsteiger im Aquakultursektor:** der Aquakulturbetreiber, der einen ersten Aquakulturproduktionsbetrieb leitet und innerhalb von 24 Monaten nach der Eintragung seines ersten Betriebs als Betrieb durch Betriebsgründung oder Übernahme einen Antrag stellt;

11° **Aquakulturbetrieb:** die gesamten Aquakulturanlagen, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden und von ein und demselben Aquakulturbetreiber autonom verwaltet werden;

12° **Investitionen:** der Erwerb, der Bau oder die Erneuerung von Immobilien, oder die Anschaffung von beweglichen Gütern zugunsten der Begünstigten;

13° **Geschäftsplan:** der in Artikel 22 § 2 erwähnte Plan;

14° **wallonisches Programm für den Wirtschaftssektor der Fischerei:** das von der Wallonischen Regierung am 13. Juli 2017 genehmigte wallonische Programm für den Wirtschaftssektor der Fischerei (2014-2020);

15° **Verordnung (EU) Nr. 508/2014:** die Verordnung (EU) Nr. 508/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2328/2003, (EG) Nr. 861/2006, (EG) Nr. 1198/2006 und (EG) Nr. 791/2007 des Rates und der Verordnung (EU) Nr. 1255/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates;

16° **Verordnung (EU) Nr. 1303/2013:** die Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

17° **Aquakulturanlage:** die Produktionseinheit im Sinne von Artikel 2 Buchstabe f) der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 der Kommission vom 5. September 2008 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen hinsichtlich der ökologischen/biologischen Produktion, Kennzeichnung und Kontrolle, die eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches bildet;

18° **Verarbeitungseinheit:** die Verarbeitungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches, deren Einkommensquelle unter anderem die Verarbeitung von Erzeugnissen der Fischerei oder Aquakultur ist.

KAPITEL II — *Gemeinsame Bedingungen für Investitionsbeihilfen in den Bereichen Produktion und Verarbeitung und Niederlassungsbeihilfen*

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 2 - Der vorliegende Erlass legt die Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung von Investitionsbeihilfen in den Bereichen Produktion und Verarbeitung und Niederlassungsbeihilfen an Begünstigte fest, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region eine berufliche Aquakulturtätigkeit oder die Verarbeitung von Fischerei- oder Aquakulturerzeugnissen ausüben.

Art. 3 - § 1. Die Beihilfe wird in Form einer Kapitalsubvention gewährt, die aus einem regionalen und einem europäischen Anteil besteht und deren Höhe dem Betrag der förderfähigen Ausgaben entspricht, multipliziert mit einem vom Minister festgelegten Beihilfesatz.

Für jede der Beihilferegulungen legt der Minister folgendes fest:

- 1° Mindestbetrag der förderfähigen Investitionen, unterhalb dessen ein Beihilfeantrag nicht zulässig ist;
- 2° Höchstbetrag der Beihilfe pro Begünstigten für den Zeitraum des genannten Programms;
- 3° Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe;
- 4° Anteile der Beteiligung regionaler und europäischer Beihilfen an den gesamten öffentlichen Beihilfen.

Der Minister setzt für jede der Beihilferegulungen eine Höchstzahl zulässiger Anträge pro Begünstigten für den Zeitraum des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei fest.

§ 2. Die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Beträge verstehen sich ohne MwSt. oder jegliche andere Art von Steuern.

Abschnitt 2 — Gemeinsame Bestimmungen betreffend den Antragsteller und die Zulässigkeit der Beihilfeanträge

Art. 4 - § 1. Der Beihilfeantrag ist beihilfefähig, wenn der Antragsteller:

- 1° eine Korrespondenzanschrift in der Wallonischen Region besitzt;
- 2° auf dem Gebiet der Wallonischen Region eine oder mehrere Aquakulturanlagen oder Verarbeitungseinheiten autonom zu seinem Nutzen und für seine Rechnung führt;
- 3° durch seine Partnernummer im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem "InVeKoS" gemäß Artikel D.20 des Gesetzbuches als Betreiber einer oder mehrerer Aquakulturanlagen oder Verarbeitungseinheiten identifiziert ist;
- 4° ist der Antragsteller ein Neueinsteiger im Aquakultursektor, so beachtet er die in Artikel 46 § 2 der Verordnung Nr. 508/2014 erwähnten Bedingungen;
- 5° kein Unternehmen in Schwierigkeiten ist im Sinne von Artikel 3 Ziffer 5 der Verordnung (EU) Nr. 1388/2014 der Kommission vom 16. Dezember 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen zugunsten von in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von Erzeugnissen der Fischerei und der Aquakultur tätigen Unternehmen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Der Minister kann die in Absatz 1 Ziffer 4 angeführten Bedingungen präzisieren.

§ 2. Die auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen sind anwendbar auf die Kleinstunternehmen bzw. die kleinen und mittleren Unternehmen im Sinne der Empfehlung 2003/361/EG der Kommission vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen.

Art. 5 - Als zulässig gilt der Antrag falls:

- 1° er sich auf eine Aquakulturanlage oder eine Verarbeitungseinheit bezieht, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet;
- 2° er nicht die Aufzucht genetisch veränderter Organismen betrifft;
- 3° er mit dem von der Verwaltung für die betreffende Beihilfe zur Verfügung gestellten Formular, durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, und vom Antragsteller unterzeichnet eingereicht wird;
- 4° ihm alle Unterlagen beigefügt werden, die erforderlich sind, um die in dem vorliegenden Abschnitt genannten Bedingungen zu überprüfen, sowie eine von dem Antragsteller unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die in Artikel 10 Absatz 1 der Verordnung Nr. 508/2014 genannten Kriterien beachtet werden, dass kein Betrug gemäß Artikel 10 Absatz 3 der Verordnung Nr. 508/2014 vorliegt, und dass die gemäß dem vorliegenden Erlass erforderlichen Verpflichtungen bestätigt werden.

Abschnitt 3 — Gemeinsame Bestimmungen betreffend die Beihilfefähigkeit der Investitionen

Art. 6 - Beihilfefähig wird im Rahmen eines Beihilfeantrags jede Investition, deren Verwendung betriebswirtschaftlich vertretbar ist und die durchgeführt wird und einem Betrieb auf dem Gebiet der Wallonischen Region zugewiesen wird.

Zur Einschätzung der betriebswirtschaftlich vertretbaren Verwendung berücksichtigt die Verwaltung die Betriebsgröße, den Stand der Technik, die Wirtschaftlichkeit der Investition und die Relevanz des Zusammenhangs mit der Tätigkeit im Bereich der Aquakultur oder der Verarbeitung.

Art. 7 - Bei Investitionen in Ausrüstungen oder Infrastrukturen, die die Einhaltung künftiger Anforderungen an die Umwelt, die Gesundheit von Mensch oder Tier, die Hygiene oder den Tierschutz nach den Rechtsvorschriften der Europäischen Union gewährleisten, kann eine Beihilfe bis zu dem Zeitpunkt gewährt werden, zu dem diese Anforderungen für den Antragsteller gemäß Artikel 46 Absatz 3 der Verordnung Nr. 508/2014 verbindlich werden.

Art. 8 - Ausgaben im Zusammenhang mit der Renovierung von im Betrieb vorhandenen Immobilien sind nicht förderfähig, wenn diese Immobilien nicht zum Betrieb des Antragstellers gehören oder wenn der Fonds nicht dem Antragsteller gehört und ihm für einen Zeitraum von weniger als fünf Jahren nach dem Datum der letzten Zahlung zur Verfügung steht.

Art. 9 - Der Minister legt eine Liste von nicht beihilfefähigen Investitionen fest.

Abschnitt 4 — Auf die Einreichung, Bearbeitung und Auszahlung des Beihilfeantrags anwendbare gemeinsame Bestimmungen

Art. 10 - Der Beihilfeantrag ist in der vom Minister vorgesehenen Form gemäß Artikel 5 Absatz Ziffer 3 einzureichen.

Art. 11 - Der Direktor der Verwaltung bestätigt den Empfang des Beihilfeantrags innerhalb von zehn Arbeitstagen nach dessen Eingang. Die Empfangsbestätigung umfasst:

- 1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;
- 2° die Frist, innerhalb welcher der Beschluss gefasst wird.

Ist der Beihilfeantrag unvollständig, so teilt der Direktor der Verwaltung dem Antragsteller dies durch jedes Mittel, das der Einsendung gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, mit und fordert ihn auf, den Antrag innerhalb von sechzig Tagen nach dieser Aufforderung zu vervollständigen, wobei er angibt, welche Elemente in dem Antrag fehlen, um vollständig und gültig zu sein. Diese Frist von sechzig Tagen kann auf begründete Anfrage des Antragstellers verlängert werden. Ist die Antragsakte nach Ablauf dieser Frist weiterhin unvollständig, so wird der Beihilfeantrag als unzulässig gewertet.

Art. 12 - Nach Mitteilung der Zulässigkeit des Beihilfeantrags kann die Verwaltung von dem Antragsteller zusätzliche Unterlagen oder Auskünfte fordern.

Die Beantragung ergänzender Unterlagen oder Auskünfte setzt die Bearbeitung der Akte aus. Nach fünfzehn Tagen wird der Beihilfeantrag als unzulässig betrachtet, wenn die gesamten Unterlagen und Auskünfte nicht bei der Verwaltung eingegangen sind.

Art. 13 - Die Verwaltung teilt dem Antragsteller die vom Minister getroffene positive oder negative Entscheidung über die Gewährung der Beihilfe innerhalb von neunzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte mit, und zwar durch jedes Mittel, das der Einsendung gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht.

In der negativen Gewährungsentscheidung sind die Ergebnisse des in Artikel 15 genannten Auswahlverfahrens anzugeben.

In der positiven Gewährungsentscheidung ist folgendes anzugeben:

- 1° die Art der Investitionen, die unter Einhaltung der in den Artikeln 6 bis 8 festgelegten Bedingungen beihilfefähig sein können, sowie die Gründe für die Ablehnung nicht förderfähiger Investitionen;
- 2° der Höchstbetrag der beihilfefähigen Ausgaben;
- 3° der Satz und der Betrag der auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährten Höchstbeihilfe.

Ist die Entscheidung über die Gewährung positiv und wird ein Beihilfebetrug von mehr als Null festgesetzt, so ist in der Entscheidung auch folgendes anzugeben:

- 1° der beihilfefähige Zeitraum für die Durchführung der Investitionen und die Förderfähigkeit der Ausgaben des Begünstigten, auf deren Grundlage die Beihilfe berechnet wird;
- 2° der beihilfefähige Zeitraum, in dem der Begünstigte gemäß Artikel 16 § 2 die Zahlung der mit seinen förderfähigen Ausgaben verbundenen Beihilfe beantragen kann;
- 3° die Bedingungen, die gegebenenfalls zu erfüllen sind, einschließlich der Unterlagen, die als Belege für die Tüchtigkeit der Investition bzw. für die Niederlassung vorzulegen sind.

Art. 14 - Die Beihilfen werden in den Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt.

Sind die Mittel nicht ausreichend, so kann der Minister beschließen, dass die Beihilfeanträge ab dem Datum seines Beschlusses nicht mehr zugelassen werden.

Abschnitt 5 — Auswahlkriterien und Zeitraum der Förderfähigkeit der Ausgaben

Art. 15 - Auswahlkriterien legen fest, welche zulässigen Anträge beihilfefähig sind. Ein Antrag, der die erforderliche Mindestbewertung oder eine höhere Bewertung erreicht, ist beihilfefähig.

Der Minister legt die erforderliche Mindestbewertung, die Auswahlmethode, die Auswahlkriterien, die im Rahmen der Genehmigung des wallonischen Programms für den Wirtschaftssektor der Fischerei genehmigt wurden, fest und holt zu diesem Zweck im Rahmen der Durchführung dieses Programms die Stellungnahme des Begleitausschusses ein.

Art. 16 - § 1. Das Anfangs- und Enddatum des Zeitraums, in dem die Ausgaben des Begünstigten gemäß Artikel 13 Absatz 4 Ziffer 1 förderfähig sind, werden unter Berücksichtigung des Datums der Zahlung der Ausgaben durch den Begünstigten festgelegt und sind in Artikel 65 § 2 der Verordnung Nr. 1303/2013 festgelegt.

Das Anfangs- und Enddatum des in Absatz 1 festgelegten Zeitraums für die Förderfähigkeit der Ausgaben wird je nach Art der beantragten Beihilfe wie folgt geändert, darf jedoch nicht früher oder später als das Datum des in Absatz 1 festgelegten Zeitraums liegen:

- 1° betrifft der Antrag die in den Kapiteln 3 und 4, mit Ausnahme von Artikel 38 Paragraph 3, oder Kapitel 5 genannten Beihilfen, so wird der Zeitraum für die Förderfähigkeit der Ausgaben so gekürzt, dass er nicht vor dem Datum der in Artikel 13 Absatz 1 genannten Mitteilung liegt und nicht länger als drei Jahre ab diesem Zeitpunkt der Mitteilung läuft;
- 2° der in Ziffer 1 genannte Zeitraum wird auf zwei Jahre verkürzt, wenn sich der Antrag und/oder die Ausgaben des Begünstigten ausschließlich auf die in Artikel 38 § 3 genannten Investitionen beziehen.

Ausgaben, die der Begünstigte außerhalb des Förderzeitraums getätigt hat, gelten als nicht förderfähig.

Der in Absatz 1 genannte Zahlungstermin für Ausgaben entspricht dem in den Kontoauszügen oder am Tag der Ausstellung der Quittung angegebenen Valutatag.

§ 2. Für die in den Kapiteln 4 und 5 genannten Beihilfen werden das Anfangs- und Enddatum des Zeitraums für die Förderfähigkeit, in dem der Begünstigte die Zahlung der mit seinen Ausgaben verbundenen Beihilfe beantragen kann, wie folgt festgelegt:

- 1° das Anfangsdatum ist identisch mit dem des gemäß Paragraph 1 Absatz 2 festgelegten Zeitraums der Förderfähigkeit der Ausgaben;

2° sein Enddatum entspricht dem Datum des sechzigsten Arbeitstages nach dem Enddatum des in Paragraph 1 Absatz 2 festgelegten Zeitraums für die Förderfähigkeit der Ausgaben oder, falls dieser früher liegt, nach dem Datum der Abwicklung der letzten Ausgabe durch den Begünstigten für die beihilfefähigen Investitionen gemäß der in Artikel 13 Absatz 1 genannten Mitteilung.

Der Minister kann die gemäß Paragraph 1 Absatz 1 festgelegten Modalitäten zur Festlegung der Zeiträume der Förderfähigkeit der Ausgaben und der Zulässigkeit der Zahlungsanträge unter Beachtung der Bestimmungen der Verordnungen Nr. 508/2014 und 1303/2013 ändern.

Der Teil der nach Artikel 13 gewährten Beihilfe, der nicht Gegenstand eines zulässigen Beihilfeantrags ist, wird gestrichen.

§ 3. Der Begünstigte teilt der Verwaltung jede Änderung und jeden Verzicht auf Investitionen mit, die Gegenstand einer Beihilfe nach Artikel 13 waren. Die Beihilfe, die für die nicht getätigte Investition gewährt wird, wird gestrichen.

Abschnitt 6 — Gemeinsame Bedingungen für den Antrag auf Zahlung der Beihilfe

Art. 17 - § 1. Der Begünstigte stellt den Antrag auf Zahlung der Beihilfe in der vom Minister vorgesehenen Form.

Um zulässig zu sein, wird der Zahlungsantrag:

1° vom Begünstigten während des in Artikel 13 Absatz 4 Ziffer 2 genannten förderfähigen Zeitraums übermittelt;

2° durch Ausgaben im Zusammenhang mit Investitionen gerechtfertigt ist, die gemäß der in Artikel 13 Absatz 3 genannten Mitteilung förderfähig sind, und diese Investitionen den Artikeln 6 bis 8 entsprechen.

§ 2. Die Beihilfe wird auf der Grundlage der dem Begünstigten gemäß Artikel 13 mitgeteilten Informationen, der Vorlage von Belegen und der Ergebnisse der in Artikel 41 genannten Kontrollen gezahlt. Gegebenenfalls nimmt die Verwaltung die Beitreibung der dem Begünstigten ungeschuldet gezahlte Beihilfe gemäß den Artikeln 48 und 49 vor.

Die Belege sind zulässig, wenn sie die Ausgaben zur Tätigkeit der Investition oder der Niederlassung deutlich identifizierbar machen. Die Rechnungen sind nur mit beigefügten Zahlungsbelegen zulässig.

Wenn die Belege unzureichend oder nicht beweiskräftig sind, werden sie bei der Prüfung der Akte nicht berücksichtigt.

Der Minister kann zusätzliche Regeln für die Förderfähigkeit der Ausgaben eines Begünstigten und die Belege für den Nachweis der Einhaltung der geltenden Regeln festlegen.

Art. 18 - Eine vom Begünstigten ausgezahlte Ausgabe darf nur Gegenstand einer der Beihilfen sein, die auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährt werden können.

Art. 19 - In Anwendung des Artikels D.254 § 1 des Gesetzbuches ist der Verantwortliche der Verwaltung oder, falls dieser verhindert ist, der Beamte, der ihn ersetzt, bevollmächtigt, die Ausgaben bezüglich der vorgesehenen Beihilfen zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 7 — Verpflichtung

Art. 20 - § 1. Der Antragsteller verpflichtet sich, für die gesamten Investitionen, die Gegenstand einer auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfe sind, keine sonstigen Beihilfen bei der Wallonischen Region zu beantragen, sei es in Form einer Zinssubvention, eines Zuschusses oder einer Prämie, die dazu führen würden, dass die durch die europäischen Gesetzgebung oder durch den vorliegenden Erlass festgelegten Höchstbeträge für Beihilfen überschritten würden.

Jede Überschreitung der Höchstbeträge für die durch den vorliegenden Erlass oder auf dessen Grundlage oder durch Anhang I der Verordnung Nr. 508/2014 festgelegten Beihilfen wird zurückgefordert.

§ 2. Der Begünstigte verpflichtet sich:

1° die Belege für Ausgaben, die Gegenstand einer auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses erhaltenen Beihilfe sind, bis zum 31. Dezember 2032 aufzubewahren;

2° Kontrollen im Zusammenhang mit den im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen durch die Verwaltung, den belgischen Rechnungshof und die zuständigen Dienststellen der Kommission und des Europäischen Rechnungshofs sowie jede andere Stelle, die von einem der oben genannten Akteure ordnungsgemäß benannt wurde, zu gestatten und zu erleichtern.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Kontrollen dürfen in den Räumlichkeiten des Betriebs nur mit vorheriger und ausdrücklicher Zustimmung des Begünstigten oder mit der Erlaubnis eines Richters durchgeführt werden.

§ 3. Der Begünstigte der auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen verpflichtet sich für einen Mindestzeitraum:

1° die bezuschussten Investitionsgüter und deren Verwendung für die vorgesehenen Zwecke zu erhalten;

2° die bezuschussten Investitionsgüter nicht zu vermieten bzw. zu verpachten;

3° unbeschadet der nationalen Buchführungsregeln ein getrenntes Buchführungssystem oder eine geeignete Buchhaltungsordnung beizubehalten, anhand dessen es leicht möglich ist, alle Transaktionen im Zusammenhang mit Investitionen, die mit dem Beihilfeantrag verbunden sind, zu identifizieren;

4° die in Artikel 10 Absatz 1 Buchstaben a) bis d) der Verordnung Nr. 508/2014 genannten Bedingungen zu erfüllen;

5° der Verwaltung alle von ihr gegebenenfalls angeforderten Angaben über ihre Produktions-, Verarbeitungs- oder Vermarktungstätigkeit zur Verfügung zu stellen;

6° den Nachweis zu erbringen, dass der Betrieb den Umweltnormen entspricht und einer Globalgenehmigung unterliegt.

Der in Absatz 1 genannte Mindestzeitraum beträgt fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der letzten Zahlung der Beihilfe im Zusammenhang mit den auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses bezuschussten Investitionen.

§ 4. Der Minister kann andere Verpflichtungen als die in den Paragraphen 1 bis 3 genannten festlegen.

§ 5. Kommt ein Begünstigter einer der in den Paragraphen 1 bis 4 genannten Verpflichtungen nicht nach, so verliert er die ihm auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährte Beihilfe vollständig oder teilweise und zahlt den Teil der betreffenden Beihilfe zurück, den er bereits erhalten hat.

KAPITEL III — *Beihilfen für die Niederlassung in der Aquakultur durch Gründung oder Übernahme**Abschnitt 1 — Funktionsprinzip der Niederlassungsbeihilfen*

Art. 21 - Die Niederlassungsbeihilfe wird gewährt, um die Niederlassung von jungen Neueinsteigern im Aquakultursektor auf dem Gebiet der Wallonischen Region gemäß Artikel 52 der Verordnung Nr. 508/2014 zu unterstützen.

Abschnitt 2 — Zulässigkeit des Antrags

Art. 22 - § 1. Zusätzlich zu den in Artikel 5 genannten Bedingungen ist der Antrag auf eine Beihilfe für die Niederlassung durch Übernahme oder Gründung zulässig:

- 1° wenn er einen Geschäftsplan umfasst, der mit der Unterstützung eines Beraters erstellt werden kann;
- 2° wenn er innerhalb der in § 1 Ziffer 10 genannten Frist bei der Verwaltung eingereicht wird.

§ 2. Um zulässig zu sein, muss der in Paragraph 1 genannte Geschäftsplan Folgendes enthalten:

1° die Phasen und Ziele der Produktion für drei Jahre für die Entwicklung der Tätigkeiten des Betriebs, einschließlich einer umfassenden Bestandsaufnahme der vom Begünstigten im Rahmen seines Antrags auf Niederlassungsbeihilfe geplanten Investitionen und einer Schätzung ihrer jeweiligen Kosten;

2° eine Analyse des Projekts, einschließlich des Potenzials des Betriebs zum Zeitpunkt der Niederlassung durch Übernahme oder Gründung;

3° den vorhandenen oder nicht vorhandenen Bedarf an zusätzlichen Investitionen, die über die in Absatz 1 genannten Investitionen hinausgehen und möglicherweise für die in Kapitel 4 genannte Beihilfe in Frage kommen, in den ersten drei Jahren nach dem Datum der Niederlassung durch Übernahme oder Betriebsgründung;

4° eine Wirtschaftlichkeitsberechnung, deren Modalitäten von der Verwaltung festgelegt werden;

5° Ergebnisindikatoren, die zum Zeitpunkt der Beantragung festgesetzt und als Mittel zur Analyse der Betriebsentwicklung nach Ablauf des Geschäftsplans eingesetzt werden und mit denen die Verwaltung anhand der Wirtschaftlichkeitsberechnung bewerten kann, inwieweit die Zielsetzungen bereits verwirklicht sind;

6° die Beschreibung der Maßnahmen, einschließlich der mit Umweltverträglichkeit und effizienter Nutzung der Ressourcen verbundenen Maßnahmen, die zur Entwicklung der Aktivitäten des Aquakulturbetriebs erforderlich sind, wie Investitionen, Ausbildung und Beratung;

7° die Ausgangslage des Betriebs bei einer Übernahme.

Die Umsetzung des Geschäftsplans beginnt spätestens binnen neun Monaten ab dem Datum der Mitteilung des in Artikel 13 erwähnten Beschlusses.

Nach Ablauf des in Absatz 1 Ziffer 1 angeführten dreijährigen Zeitraums prüft die Verwaltung, ob die Zielsetzungen des Geschäftsplans und die Wirtschaftlichkeitsgrenze erreicht sind. Die Verwirklichung der Zielsetzungen bedingt die Auszahlung des letzten Teilbetrags der Niederlassungsbeihilfe.

Art. 23 - Abweichend von Artikel 4 Paragraph 2 ist die Niederlassungsbeihilfe auf Kleinst- und Kleinunternehmen im Sinne der Empfehlung 2003/361/EG der Kommission vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen beschränkt.

Die Beihilfen für die Niederlassung durch Übernahme und durch Betriebsgründung sind nicht kumulierbar.

Abschnitt 3 — Beihilfefähigkeit der Niederlassung durch Übernahme und durch Betriebsgründung

Art. 24 - § 1. Bei der Niederlassung durch Übernahme handelt es sich um den Erwerb eines bestehenden Aquakulturbetriebs, oder eines Teils davon, durch einen jungen Neueinsteiger im Aquakultursektor, wobei dieser die materiellen und immateriellen Vermögenswerte dieses Aquakulturbetriebs und zumindest die für die Betriebstätigkeit des Aquakulturbetriebs erforderlichen Gebäude ganz oder teilweise erwirbt, ohne die Schulden und das Image dieses Betriebs zu übernehmen.

Die Niederlassung durch Übernahme wird durch ein Anteilsregister oder eine eingetragene Übernahmevereinbarung oder eine amtliche Urkunde belegt, wobei dieses Dokument:

- 1° das tatsächliche Datum der Niederlassung des Antragstellers durch Übernahme, die Modalitäten und die Bestandsaufnahme der Übernahme angibt;
- 2° von den jeweiligen Parteien spätestens am Tag der Niederlassung durch Übernahme datiert und unterzeichnet wird.

§ 2. Entspricht die Vereinbarung oder die Urkunde den in § 1 angeführten Bedingungen nicht, wird sie von der Verwaltung nicht berücksichtigt.

§ 3. Gemäß Artikel 11 Buchstabe e) der Verordnung Nr. 508/2014 ist die Übertragung von Unternehmenseigentum nicht zulässig.

Der Minister kann Kriterien festlegen, nach denen zwischen Fällen der Übertragung von Unternehmenseigentum und Fällen der Niederlassung durch Übernahme gemäß Paragraph 1 unterschieden werden kann.

Art. 25 - Bei der Niederlassung durch Betriebsgründung handelt es sich um die Gründung eines funktionsfähigen Aquakulturbetriebs durch einen jungen Neueinsteiger im Aquakultursektor, mit dem Ziel, sich dort niederzulassen.

Das Datum der Niederlassung durch Betriebsgründung ist das in Artikel 1 Ziffer 7 erwähnte Datum.

Abschnitt 4 — Antragsteller

Art. 26 - Um in den Genuss der Niederlassungsbeihilfen zu gelangen, muss der Antragsteller, der sich als natürliche Person niederlässt, am Tag der tatsächlichen Niederlassung:

1° sich zum ersten Mal in der Eigenschaft eines Selbständigen als hauptberuflicher Aquakulturbetreiber auf einem Aquakulturbetrieb auf dem Gebiet der Wallonischen Region niedergelassen haben;

2° als hauptberuflich tätiger selbstständiger Aquakulturbetreiber bei einer Sozialversicherungskasse angemeldet sein und seine Beiträge ordnungsgemäß bezahlt haben;

3° der alleinige Betriebsleiter sein oder seit mindestens fünf Jahren die tatsächliche Kontrolle über den Betrieb ausüben, entweder als natürliche Person, die einer Vereinigung angehört, oder als geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer bzw. geschäftsführender Gesellschafter einer juristischen Person;

4° einem im InVeKoS-System als hauptberuflich tätiger Geschäftsführer einer Aquakulturanlage identifizierten Partner angehören.

Um in den Genuss der Niederlassungsbeihilfen zu gelangen, muss der Antragsteller als natürliche Person am Tag der Niederlassung durch Übernahme oder durch Betriebsgründung:

1° nicht älter als vierzig Jahre sein;

2° eine Qualifikation besitzen oder, in Ermangelung davon, über eine ausreichende Erfahrung verfügen;

3° noch nie zuvor als Betriebsleiter eines Aquakulturbetriebs tätig gewesen sein.

Der Minister legt die Qualifikation und die ausreichende Erfahrung gemäß Absatz 2 Ziffer 2 sowie die Bedingungen fest, die der Verpflichtung zur tatsächlichen Kontrolle des Betriebs gemäß Absatz 1 Ziffer 3 entsprechen.

Art. 27 - Der Antragsteller, der sich als Geschäftsführer bzw. geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied einer juristischen Person niederlässt, deren Hauptgesellschaftszweck eine Tätigkeit im Bereich der Aquakultur ist, erfüllt die in Artikel 26 angeführten Bedingungen.

Abschnitt 5 — Beihilfefähigkeit des übernommenen bzw. gegründeten Betriebs

Art. 28 - Der übernommene bzw. gegründete Betrieb erreicht beim Abschluss des Geschäftsplans eine Wirtschaftlichkeitsgrenze.

Der Minister legt die Wirtschaftlichkeitsgrenze fest, die zu erreichen ist, damit der Betrieb für eine Niederlassungsbeihilfe in Betracht kommt.

Abschnitt 6 — Beihilfefähige Ausgaben

Art. 29 - Als beihilfefähige Ausgaben gelten alle beihilfefähigen Ausgaben im Sinne von Artikel 1 Ziffer 9, die sich auf die Anlage beziehen, mit Ausnahme von Ausgaben, die als nicht förderfähig für die vom Minister festgelegte Subvention angesehen werden.

Abschnitt 7 — Auszahlung der Beihilfe Bei der Beihilfe für die Niederlassung durch Übernahme oder durch Betriebsgründung handelt es sich um eine Kapitalsubvention, die auf der Grundlage der mit der Niederlassung verbundenen förderfähigen Ausgaben und des gemäß Artikel 3 festgelegten Beihilfesatzes berechnet wird.

Art. 30 - Die Beihilfe für die Niederlassung durch Übernahme oder durch Betriebsgründung wird in zwei Teilbeträgen über einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren ausgezahlt.

Art. 31 - Die beiden Teilbeträge entsprechen jeweils fünfzig Prozent.

Der erste Teilbetrag der Beihilfe wird ausgezahlt, sobald der Begünstigte eine von einem Buchhalter oder einem anderen zuständigen Sachverständigen genehmigte Erklärung abgibt, dass fünfzig Prozent der in Artikel 13 Absatz 3 Ziffer 1 genannten Ausgaben getätigt wurden.

Der zweite Teilbetrag der Beihilfe wird ausgezahlt, nachdem überprüft wurde, ob die Ziele des Geschäftsplans gemäß Artikel 34 erreicht wurden, und nachdem die gemäß Kapitel 6 vorgesehenen Kontrollen durchgeführt wurden.

Abschnitt 8 — Verpflichtung

Art. 32 - § 1. Der Begünstigte einer Einrichtungsbeihilfe, ob es sich nun um eine natürliche oder juristische Person handelt, verpflichtet sich, mindestens fünf Jahre nach dem Zeitpunkt der Niederlassung eine analytische Buchhaltung und eine Betriebsbuchhaltung zu führen und der Verwaltung jährlich die Bestandteile dieser Buchhaltung mitzuteilen.

Die in Absatz 1 genannte Verpflichtung gilt nicht für einen Empfänger einer Niederlassungsbeihilfe, für die der gemäß Artikel 13 notifizierte Beihilfebetrag weniger als 40 000 EUR beträgt.

§ 2. Die in Paragraph 1 Absatz 1 genannte analytische Buchhaltung und Betriebsbuchhaltung umfasst:

1° eine Beschreibung der allgemeinen Merkmale des Betriebs, einschließlich der eingesetzten Produktionsmittel;

2° eine Bilanz (Aktiva und Passiva) sowie eine Betriebsrechnung (Ergebnisrechnung), in denen Aufwendungen und Erträge ausführlich aufgeführt werden;

3° die erforderlichen Unterlagen zur Beurteilung der Effizienz der gesamten Betriebsführung sowie der Wirtschaftlichkeit der wichtigsten Betriebstätigkeiten.

4° eine jährliche Eröffnungs- und Schlussbestandsaufnahme;

5° die systematische und regelmäßige Eintragung der verschiedenen Sach- und Wertbewegungen des Betriebs während des Rechnungsjahres.

Im ersten Jahr nach dem Datum der Niederlassung darf der Begünstigte sich darauf beschränken, nur die in Absatz 1 Ziffern 1, 3 und 5 genannten Unterlagen übermitteln.

Der Minister kann:

1° die Form und den Inhalt der in Absatz 2 angeführten vereinfachten Buchhaltung bestimmen;

2° die Formvorschriften in Bezug auf die im vorliegenden Artikel aufgeführten Unterlagen festlegen;

3° die Liste der in dem vorliegenden Artikel verlangten Elemente vervollständigen.

Abschnitt 9 — Nachprüfung des Geschäftsplans

Art. 33 - Der Empfänger der Niederlassungsbeihilfe führt eine jährliche Erhebung der in seinem in Artikel 22 § 2 angeführten Geschäftsplan vorgesehenen Ergebnisindikatoren durch und notiert seine Beobachtungen. Für die Abfassung des Protokolls dieser Erhebung kann er einen Berater heranziehen. Diese Erhebung wird der Verwaltung jedes Jahr übermittelt.

Falls die Ergebnisindikatoren unterhalb der in dem in Artikel 22 § 2 angeführten Geschäftsplan festgelegten Zielwerte liegen, hat der Begünstigte seine Lage zu rechtfertigen und die neuen Maßnahmen vorzulegen, die er einleitet, um der Lage abzuwehren.

Am Ende des Geschäftsplans übermittelt der Begünstigte der Verwaltung einen Schlussbericht über die Nachprüfung, der jedes der Jahre des Geschäftsplans betrifft. Auf der Grundlage des Schlussberichts bewertet die Verwaltung die Ergebnisse sowie die Erreichung der Ziele des Geschäftsplans.

KAPITEL IV — *Investitionsbeihilfen in der Aquakultur*

Abschnitt 1 — Funktionsprinzip der Beihilfen

Art. 34 - Ziel der Investitionsbeihilfe ist es, die Entwicklung einer nachhaltigen Aquakultur im Gebiet der Wallonischen Region zu fördern.

Art. 35 - Der Antrag auf eine Investitionsbeihilfe ist zulässig, wenn er gemäß Artikel 5 Ziffer 3 über das von der Verwaltung bereitgestellte Formular eingereicht wird.

Art. 36 - In Übereinstimmung mit Artikel 18 kann ein junger Neueinsteiger im Aquakultursektor kann gleichzeitig in den Genuss einer Niederlassungsbeihilfe und einer Investitionsbeihilfe gelangen.

Abschnitt 2 — Beihilfefähige Investitionen

Art. 37 - § 1. Investitionen, die nach dem vorliegenden Kapitel Gegenstand einer Beihilfe sein können, müssen mindestens eines der in Artikel 48 Absatz 1 der Verordnung Nr. 508/2014 genannten Ziele erreichen, mit Ausnahme des Ziels der Steigerung der Energieeffizienz und der Umstellung auf erneuerbare Energiequellen.

§ 2. Gemäß Artikel 48 Absatz 3 der Verordnung Nr. 508/2014 und dem mehrjährigen Strategieplan für die Entwicklung der Aquakultur in Wallonien sind Investitionen zur Steigerung der Produktion oder zur Förderung der Modernisierung bestehender Aquakulturanlagen oder des Baus einer neuen Einheit förderfähig.

§ 3. Investitionen zum Schutz von Aquakulturanlagen vor wilden Raubtieren kommen nach diesem Kapitel für eine Unterstützung in Betracht, wenn sie die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° sie zielen darauf ab, den Betrieb vor mindestens einer der Arten zu schützen, die der Minister gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur als geschützte Arten festgelegt hat;

2° sie stellen ein Schutzsystem dar, dessen Bedeutung für die betreffenden Arten und den begünstigten Betrieb von der Abteilung Natur und Forstwesen der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Kodex bestätigt wird.

Der Minister kann Folgendes festlegen:

1° eine Höchstfrist, über die hinaus die Stellungnahme der in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Abteilung als positiv anzusehen ist;

2° zusätzliche Bedingungen für die Förderfähigkeit der Ausgaben, die dem Begünstigten im Zusammenhang mit den nach Absatz 1 gewährten Beihilfen entstehen.

KAPITEL V — *Beihilfen für Investitionen in die Verarbeitung von Erzeugnissen der Fischerei oder Aquakultur*

Abschnitt 1 — Funktionsprinzip der Beihilfen

Art. 38 - Ziel der Beihilfe für Investitionen in die Verarbeitung von Erzeugnissen der Fischerei oder Aquakultur ist es, die Verarbeitung und Vermarktung von Produkten aus nachhaltiger Fischerei oder Aquakultur zu fördern.

Abschnitt 2 — Beihilfefähige Investitionen

Art. 39 - Investitionen, die nach dem vorliegenden Kapitel Gegenstand einer Beihilfe sein können, müssen mindestens eines der in Artikel 69 Absatz 1 der Verordnung Nr. 508/2014 genannten Ziele erreichen, mit Ausnahme des Ziels der Steigerung der Energieeffizienz und der Umstellung auf erneuerbare Energiequellen.

KAPITEL VI — *Kontroll- und Strafmaßnahmen*

Abschnitt 1 — Kontrolle

Art. 40 - § 1. Die Verwaltung oder jede andere von ihr beauftragte Stelle führt Verwaltungskontrollen und Kontrollen vor Ort durch, um folgendes zu prüfen:

1° die Beachtung der in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen der Zulässigkeit und der Beihilfefähigkeit des Antragstellers, des Beihilfeantrags und der Investitionen;

2° die Beachtung der Bedingungen für die Beihilfefähigkeit der im Rahmen des Antrags auf Zahlung einer Beihilfe erklärten Ausgaben, einschließlich der Belege für die Einhaltung der geltenden Vorschriften;

3° die Einhaltung der steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Bestimmungen.

§ 2. Die Kontrolle der Einhaltung der Umweltgesetzgebungen und -bestimmungen und gegebenenfalls der Umweltvorschriften, die der Globalgenehmigung oder der Umweltgenehmigung des Begünstigten für die von der Beihilfe betroffene Produktionseinheit beigefügt sind, wird von der Direktion der Kontrollen der Abteilung Polizei und Kontrollen der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3, 3° des Gesetzbuches durchgeführt.

§ 3. Alle bei der Durchführung der in den Paragraphen 1 und 2 genannten Kontrollen gemachten Feststellungen werden dem Begünstigten von der zuständigen Verwaltung mitgeteilt. Die Sanktion für die Beihilfe, die dem Begünstigten aufgrund des vorliegenden Erlasses zusteht, wird dem Begünstigten ebenfalls von der Verwaltung mitgeteilt. Die Auszahlung einer in diesem Erlass geregelten Beihilfe unterliegt einer befürwortenden Stellungnahme der für in Paragraph 1 genannten Dienststellen, die mit der Kontrolle beauftragt sind.

Abschnitt 2 — Kontrolle der Dauerhaftigkeit der Niederlassung, der Aufrechterhaltung und der Zweckbestimmung der Investition

Art. 41 - In den in Artikel 71 der Verordnung Nr. 1303/2013 vorgesehenen Fällen fordert die Verwaltung die für die betreffende Investition gezahlte Beihilfe ganz oder teilweise zurück.

Art. 42 - Der Begünstigte, der die Zweckbestimmung oder die Verwendung einer Investition, für die eine Beihilfe gewährt wird oder gewährt worden ist, ändern möchte, muss die Verwaltung vorab davon in Kenntnis setzen.

Der Begünstigte gibt die neue Zweckbestimmung oder Verwendung der Investition an, und begründet die Änderung. Die Änderungen der Zweckbestimmung oder Verwendung der Investitionen unterliegen der vorherigen Zustimmung der Verwaltung.

Die Verwaltung akzeptiert eine Änderung der Zweckbestimmung, wenn diese die Bedingungen gemäß vorliegendem Erlass einhält. Im Falle einer nicht genehmigten Änderung der Zweckbestimmung treibt die Verwaltung die Gesamtheit oder einen Teil der zwecks der betreffenden Investition gewährten Beihilfen bei.

Art. 43 - Der Begünstigte übermittelt der Verwaltung alle Informationen und Dokumente, die nötig sind, um ihr die Prüfung der Realität der Investition und die korrekte Zweckbestimmung der betreffenden Beihilfen zu ermöglichen.

Wenn der Begünstigte sich weigert, die zur Prüfung nötigen Informationen mitzuteilen, oder wenn die betreffenden Nachweise fehlen, zahlt er den Betrag der nicht begründeten Beihilfen zurück.

Abschnitt 3 — Strafmaßnahmen

Art. 44 - § 1. Gemäß Artikel 143 der Verordnung Nr. 1303/2013 führt die Nichteinhaltung der gemäß vorliegendem Erlass festgelegten Bestimmungen zur Einstellung der Beihilfen und ggf. zur Rückerstattung eines Teils oder der Gesamtheit der bereits erhaltenen Beihilfen, dies je nach der Schwere, des vorsätzlichen oder des nicht vorsätzlichen Charakters des durch den Begünstigten begangenen Fehlers, dem Ausmaß, der Dauer und der Wiederholung der Regelwidrigkeit.

§ 2. Der Minister legt eine Tabelle der Sanktionen gemäß den in § 1 genannten Elementen fest.

In Fällen höherer Gewalt und außergewöhnlicher Umstände im Sinne von Kapitel 7 wird keine Rückerstattung verlangt, sofern die Nichteinhaltung der gemäß dem vorliegenden Erlass anwendbaren Pflichten und Verpflichtungen nicht auf ein vorsätzliches Verschulden des Begünstigten zurückzuführen ist.

Art. 45 - Bei Nichteinhaltung von Artikel 34 wird der letzte Teilbetrag nicht ausgezahlt und wird die Beitreibung oder den Ausgleich der Gesamtheit oder eines Teils der bereits erhaltenen Beihilfen vorgenommen.

Wenn der Begünstigte sich weigert, die zur Prüfung der Qualität und der Ergebnisse der Erhebungen sowie der globalen Umsetzung des Geschäftsplans nötigen Informationen mitzuteilen, oder wenn die betreffenden Nachweise fehlen, zahlt er den Betrag der nicht begründeten Beihilfen zurück.

Art. 46 - Jede im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährte Beihilfe wird gestrichen und gegebenenfalls vollständig zurückgefordert, wenn sie natürlichen oder juristischen Personen gewährt wurde, die die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen künstlich, den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen haben

Abschnitt 4 — Beitreibungsverfahren

Art. 47 - Die Verwaltung teilt dem Begünstigten mit, dass sie die Maßnahmen zur Beitreibung der Beihilfe einleiten wird, bevor sie die Mittel tatsächlich betreibt.

Art. 48 - Die Beihilfen werden gemäß den Artikeln D.D.258 bis D.D.260 des Wallonischen Gesetzbuches beigetrieben.

KAPITEL VII — Höhere Gewalt und außergewöhnliche Umstände

Art. 49 - Bei Fällen höherer Gewalt handelt es sich mindestens um folgende:

- 1° der Tod des Begünstigten;
- 2° die länger andauernde Berufsunfähigkeit des Begünstigten;
- 3° eine schwere Naturkatastrophe, die den Betrieb erheblich in Mitleidenschaft zieht;
- 4° die unfallbedingte Zerstörung der Betriebsgebäude;
- 5° ein Seuchenbefall oder eine Pflanzenkrankheit, die die Aquakulturproduktion für mehr als die Hälfte der Jahresmenge betrifft, die normalerweise von der betroffenen Aquakulturproduktionseinheit produziert wird;
- 6° die Enteignung des gesamten oder eines bedeutenden Teils des Betriebs, insofern diese Enteignung am Tag der Einreichung des Beihilfeantrags nicht vorherzusehen war.

Tierverluste, die die Aquakulturproduktion für mehr als die Hälfte der Jahresmenge betreffen, die normalerweise von der betroffenen Aquakulturproduktionseinheit produziert wird und die auf außergewöhnlich ungünstige Klima- oder Umweltbedingungen zurückzuführen sind, können bei der amtlichen Anerkennung berücksichtigt werden, und zwar, was die Umweltbedingungen betrifft, sofern sie unfallbedingt sind und nicht auf den Begünstigten oder ein Mitglied des Personals des Betriebs zurückzuführen sind.

Art. 50 - Betrifft der Fall höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände den Tod des Begünstigten oder die langfristige Arbeitsunfähigkeit des Begünstigten, so gilt Artikel 45 nur für die Erhaltung der erworbenen Beihilfe. Er findet keine Anwendung, um eine neue Gewährung einer Beihilfe zugunsten eines Dritten, der nicht der Begünstigte ist und die Kriterien für die Beihilfefähigkeit nicht erfüllt, in Anspruch zu nehmen.

Der in dem vorangeführten Absatz erwähnte Fall höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände wird der Verwaltung schriftlich mitgeteilt und die diesbezüglichen Belege sind innerhalb von fünfzehn Arbeitstagen nach dem Tag vorzulegen, an dem der Begünstigte oder sein Anspruchsberechtigter dazu in der Lage ist.

KAPITEL VIII — Übergangsbestimmungen

Art. 51 - § 1. Begünstigte, denen regionale Beihilfen gemäß des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe gewährt wurden, können in den Genuss einer im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfe nach den darin festgelegten Bedingungen und nach den in den Paragraphen 2 und 3 festgelegten Bedingungen und Modalitäten gelangen.

In Abweichung von Absatz 1 kommen Investitionen, für die die in Absatz 1 genannten regionalen Beihilfen vor dem 1. Januar 2014 gewährt wurden, nicht für eine Beihilfe im Rahmen des vorliegenden Erlasses in Betracht.

§ 2. Nur beihilfefähige Investitionen im Rahmen eines aufgrund von Paragraph 1 zulässigen Antrags können Gegenstand eines Beihilfeantrags aufgrund des vorliegenden Erlasses sein.

Für diese Investitionen entspricht der Zeitraum für die Beihilfefähigkeit der Ausgaben im Rahmen einer Beihilfe nach dem vorliegenden Erlass dem in dem in Paragraph 1 genannten Erlass festgelegten beihilfefähigen Zeitraum.

Der Zeitraum, in dem der Begünstigte die Zahlung der aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfe beantragen kann, beginnt mit dem Tag der in Artikel 13 genannten Mitteilung über die Gewährung der Beihilfe.

Der beihilfefähige Zeitraum endet sechzig Arbeitstage nach diesem Datum der Mitteilung oder, falls dieses später liegt, nach dem Datum, das dem sechzigsten Arbeitstag nach dem Tag der Auszahlung der letzten beihilfefähigen Ausgaben für beihilfefähige Investitionen gemäß der in Artikel 13 genannten Mitteilung entspricht.

§ 3. Der Betrag des dem Begünstigten aufgrund des vorliegenden Erlasses geschuldeten regionalen Anteils der Beihilfen wird um den Betrag der regionalen Beihilfen gekürzt, die er für dieselben Investitionen gemäß dem in Paragraph 1 erwähnten Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 erhalten hat.

KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen*

Art. 52 - Der vorliegende Erlass tritt am 31. Dezember 2020 außer Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 bleibt der vorliegende Erlass für die Akten, die vor dem 31. Dezember 2020 einen günstigen Zulässigkeitsbeschluss erhalten haben, weiterhin in Kraft.

Art. 53 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. April 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und
Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/13751]

25 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de investeringssteun in de sectoren van de aquacultuurproductie en van de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten

De Waalse Regering,

Gelet op verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad ;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1379/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 houdende een gemeenschappelijke marktordening voor visserijproducten en aquacultuurproducten, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1184/2006 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 104/2000 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1380/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 inzake het gemeenschappelijk visserijbeleid, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1954/2003 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordeningen (EG) nr. 2371/2002 en (EG) nr. 639/2004 van de Raad en Besluit 2004/585/EG van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 508/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en tot intrekking van de Verordeningen (EG) nr. 2328/2003, (EG) nr. 861/2006, (EG) nr. 1198/2006 en (EG) nr. 791/2007 van de Raad en Verordening (EU) nr. 1255/2011 van het Europees Parlement en de Raad;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4 en D.241 tot D.247;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 februari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 maart 2019;

Gelet op het rapport van 19 februari 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2015 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 18 maart 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen de voorgeschreven termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Waalse programma voor de commerciële visserijsector (2014-2020) dat op 13 december 2017 door de Waalse Regering is bekrachtigd voor wat betreft de op het Waalse grondgebied uit te voeren verrichtingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de intensieve visteelt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Administratie: de Directie Europese Programma's van het Departement Europees Beleid en Internationale Akkoorden van de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Wetboek;

2° de aquacultuurexploitant als hoofdberoep : de natuurlijke persoon of, in voorkomend geval, de gedelegeerd bestuurder of zaakvoerder of vennoot-zaakvoerder van een rechtspersoon, die hetzij :

a) aquacultuuractiviteiten uitoefent en uit zijn activiteiten in aquacultuur, toerisme, pedagogie, ambacht of ook in agrovoeding op de site van het betrokken bedrijf een totaal jaarlijks bruto belastbaar inkomen haalt dat hoger is dan vijftig procent van het bedrag van zijn totaal jaarinkomen, namelijk de som van het belastbaar

brutobedrag uit alle beroepsactiviteiten en het vervangingsinkomen van de aquacultuurexploitant die een steunaanvraag indient, uit al zijn verschillende beroepsactiviteiten;

b) een jaarproductie van minstens 5 ton vis per jaar aantoont;

3° de aquacultuur : de aquacultuur zoals omschreven in artikel 4, paragraaf 1, 25), van Verordening (EU) nr. 1380/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 inzake het gemeenschappelijk visserijbeleid, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1954/2003 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordeningen (EG) nr. 2371/2002 en (EG) nr. 639/2004 van de Raad en Besluit 2004/585/EG van de Raad;

4° de begunstigde : de steunaanvrager die een gunstige beslissing tot toekenning van de steun overeenkomstig dit besluit heeft ontvangen;

5° het Wetboek : het Waalse Landbouwwetboek;

6° het opvolgingscomité : het comité ingesteld krachtens artikel 47 van Verordening (EU) nr. 1303/2013;

7° de datum van vestiging door oprichting : de datum van registratie van het bedrijf dat overeenkomstig Titel 2 van Boek III van het Wetboek van economisch recht als onderneming bij de Kruispuntbank van Ondernemingen opgericht is;

8° de datum van vestiging door overname : de datum van registratie van het nieuw bedrijf als onderneming bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, overeenkomstig Titel 2 van Boek III van het Wetboek van economisch recht, overeenstemmend met de datum van overname vermeld in de overnameovereenkomst of elk ander desbetreffend bewijsstuk ;

9° de in aanmerking komende uitgave : een door de Minister vastgestelde uitgave die de begunstigde heeft gedaan in de periode waarin de uitgaven in aanmerking komen en voor een in aanmerking komende investering overeenkomstig de artikelen 6 tot 8, die in het kader van een ontvankelijke aanvraag tot uitbetaling van steun krachtens artikel 17 aangegeven is, en die voldoet aan de voorschriften vastgesteld in Verordeningen nr. 508/2014 en nr. 1303/2013, en aan die vastgesteld in dit besluit of krachtens dit besluit;

10° de ondernemer die tot de aquacultuursector toetreedt : de aquacultuurexploitant aan het hoofd van een eerst aquacultuurbedrijf en die een aanvraag binnen de vierentwintig maanden na de registratiedatum van dit eerste bedrijf in vestiging door oprichting of door overname indient ;

11° het aquacultuurbedrijf : het geheel van de aquacultuurproductie-eenheden gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest en beheerd op autonome wijze door één aquacultuurexploitant;

12° de investeringen : verrichtingen die gericht zijn op de aankoop, de bouw of de vernieuwing van onroerende goederen of op de aankoop van roerende goederen voor de steunbegunstigden;

13° het ondernemingsplan : het in artikel 22, § 2, bedoelde plan ;

14° het Waalse programma voor de commerciële visserijsector : het Waalse programma voor de commerciële visserijsector (2014-2020) dat op 13 december 2017 door de Waalse Regering goedgekeurd is;

15° Verordening nr. 508/2014 : de Verordening (EU) nr. 508/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en tot intrekking van de Verordeningen (EG) nr. 2328/2003, (EG) nr. 861/2006, (EG) nr. 1198/2006 en (EG) nr. 791/2007 van de Raad en Verordening (EU) nr. 1255/2011 van het Europees Parlement en de Raad;

16° Verordening (EU) nr. 1303/2013: Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

17° de aquacultuurproductie-eenheid : de productie-eenheid in de zin van artikel 2, f), van Verordening (EG) nr. 889/2008 van de Commissie van 5 september 2008 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten, wat de biologische productie, de etikettering en de controles betreft, die een vestigingseenheid is in de zin van artikel I.2, 16°, van het Wetboek van economisch recht;

18° de verwerkingseenheid : de verwerkingseenheid in de zin van artikel I.2°, 16°, van het Wetboek van economisch recht, waarvan één van de inkomstenbronnen de verwerking van de visserij- of aquacultuurproducten is.

HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke voorwaarden voor steun voor investeringen in productie en verwerking en voor vestiging*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 2. Bij dit besluit worden de voorwaarden en modaliteiten bepaald voor de toekenning van steun voor investeringen in productie en verwerking en van steun voor de vestiging aan de begunstigden die een beroepsactiviteit in aquacultuur of verwerking van visserij- of aquacultuurproducten op het grondgebied van het Waalse Gewest uitoefenen.

Art. 3. § 1. De steun wordt verleend in de vorm van een kapitaalsubsidie, bestaande uit een gewestelijke en een Europese bijdrage, waarvan het bedrag gelijk is aan het bedrag van de in aanmerking komende uitgaven vermenigvuldigd met een door de Minister vastgesteld steunpercentage.

Voor elke steunregeling bepaalt de Minister wat volgt :

1° het minimumbedrag van de in aanmerking komende investeringen waaronder een steunaanvraag niet ontvankelijk is;

2° het maximumbedrag van de steun per begunstigde voor de periode van het desbetreffend programma;

3° het percentage van de totale overheidssteun;

4° de bijdragepercentages van de gewestelijke en Europese steun in de totale overheidssteun

Voor elk van de steunregelingen bepaalt de Minister een maximumaantal ontvankelijke aanvragen per begunstigde voor de periode van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector.

§ 2. De in dit besluit bedoelde bedragen worden begrepen excl. BTW of andere vormen van belastingen.

Afdeling 2.— Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de aanvrager en de ontvankelijkheid van de steunaanvragen

Art. 4. § 1. De steunaanvraag is ontvankelijk als de aanvrager :

- 1° over een correspondentieadres in het Waalse Gewest beschikt;
- 2° één of meerdere aquacultuurproductie-eenheden of verwerkingseenheden beheert op autonome wijze voor eigen profijt en eigen rekening op het grondgebied van het Waalse Gewest;
- 3° in het in artikel D.20 van het Wetboek bedoeld geïntegreerd beheers- en controlesysteem "SIGeC" geïdentificeerd is, via zijn partnernummer, als beheerder van één of meerdere aquacultuurproductie-eenheden of verwerkingseenheden;
- 4° de in artikel 46, § 2, bedoelde voorwaarden van Verordening nr. 508/2014 naleeft, in het geval waarin hij een ondernemer is die tot de aquacultuursector toetreedt;
- 5° geen onderneming in moeilijkheden is, in de zin van artikel 3, 5), van Verordening (EU) nr. 1388/2014 van de Commissie van 16 december 2014 waarbij bepaalde categorieën steun voor ondernemingen die actief zijn in de productie, de verwerking en de afzet van visserij- en aquacultuurproducten, op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

De Minister wordt gemachtigd om de in het eerste lid, 4°, bedoelde voorwaarden te bepalen.

§ 2. De steun die krachtens dit besluit wordt verleend, is van toepassing op micro-, kleine en middelgrote ondernemingen zoals bedoeld in Aanbeveling 2003/361/EG van de Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen.

Art. 5. Om ontvankelijk te zijn moet de steunaanvraag wat volgt naleven :

- 1° ze betreft een aquacultuurproductie-eenheid of een verwerkingseenheid gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest;
- 2° ze betreft het kweken van genetisch gemodificeerde organismen niet;
- 3° via het formulier dat de administratie voor de betrokken steun ter beschikking stelt, wordt ze door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek gericht en wordt ze door de aanvrager ondertekend;
- 4° zij gaat vergezeld van de documenten die nodig zijn om na te gaan of aan de in deze afdeling vastgestelde voorwaarden is voldaan, en van een door de aanvrager ondertekende verklaring op erewoord, waarin wordt verklaard dat aan de criteria van artikel 10, lid 1, van Verordening nr. 508/2014 is voldaan en dat er geen fraude is gepleegd zoals bedoeld in artikel 10, § 3, van Verordening nr. 508/2014, en waarin de krachtens dit besluit vereiste verbintenissen worden bevestigd.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de subsidiabiliteit van de investeringen

Art. 6. Om subsidiabel te zijn moet elke investering waarvoor steun wordt aangevraagd gerechtvaardigd zijn door het redelijke gebruik ervan voor beroepsdoeleinden, en moet worden uitgevoerd en toegewezen aan een bedrijf dat op het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen is.

Bij de beoordeling van het redelijke gebruik voor beroepsdoeleinden houdt de Administratie rekening met de omvang van het bedrijf, de technologische evolutie, de economische rendabiliteit van de investering, en de relevantie van het verband met de activiteit in de aquacultuur of in de verwerking.

Art. 7. In het geval van investeringen in uitrusting of infrastructuur om ervoor te zorgen dat voldaan wordt aan de toekomstige eisen inzake milieu, gezondheid van mens en dier, hygiëne of dierenwelzijn zoals bedoeld in de EU-wetgeving, mag de steun verleend worden tot de datum waarop die eisen voor de aanvrager bindend worden, overeenkomstig artikel 46, § 3, van Verordening nr. 508/2014.

Art. 8. De uitgaven voor de renovatie van bestaande onroerende goederen op de site van het bedrijf komen niet in aanmerking voor steun indien deze onroerende goederen niet tot het bedrijf van de aanvrager behoren of indien de grond niet aan de aanvrager toebehoort en deze er het genot van heeft voor een duur die korter is dan vijf jaar vanaf de datum van de laatste betaling.

Art. 9. De Minister maakt een lijst van niet-subsidiabele investeringen op.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de indiening, de behandeling en de betaling van de steunaanvraag

Art. 10. Het dossier voor de steunaanvraag wordt in de door de Minister vastgestelde vormen, overeenkomstig artikel 5, 3°, ingediend.

Art. 11. De directeur van de Administratie bericht ontvangst van de steunaanvraag binnen een termijn van tien werkdagen te rekenen van de ontvangst ervan. Het bericht van ontvangst vermeldt :

- 1° de ontvangstdatum van de aanvraag;
- 2° de termijn waarin de beslissing genomen wordt.

Indien de steunaanvraag onvolledig is, stelt de directeur van de Administratie de aanvrager hiervan op de hoogte door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek en verzoekt zij hem deze binnen zestig dagen na ontvangst ervan aan te vullen, met vermelding van de ontbrekende elementen van de aanvraag. De termijn van zestig dagen kan worden verlengd op gemotiveerd verzoek van de aanvrager. Na afloop van die termijn en als het dossier onvolledig blijft, wordt de steunaanvraag beschouwd als onontvankelijk.

Art. 12. Na kennisgeving van de ontvankelijkheid van de steunaanvraag kan de Administratie aanvullende stukken of gegevens van de aanvrager verlangen.

Het verzoek om aanvullende stukken of gegevens schorst de behandeling van het dossier. Na vijftien werkdagen wordt de steunaanvraag als onontvankelijk beschouwd als de Administratie het geheel van de stukken en gegevens niet ontvangen heeft.

Art. 13. De Administratie stelt de aanvrager binnen negentig dagen na ontvangst van het volledige dossier in kennis van de gunstige of ongunstige beslissing van de minister betreffende de toekenning van de steun, door elk middel dat vaste datum verleent aan de zending overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

Indien de beslissing tot toekenning ongunstig is worden de resultaten van het in artikel 15 bedoelde selectieproces vermeld.

Indien de beslissing gunstig is wordt het volgende vermeld :

1° de aard van de investeringen die subsidiabel kunnen zijn, onder voorbehoud van de naleving van de in artikelen 6 tot 8 vastgestelde voorwaarden, alsook de redenen voor de afwijzing van de niet-subsidiabele investeringen;

2° het maximumbedrag van de subsidiabele uitgaven;

3° het maximumpercentage en -bedrag van de steun die krachtens dit besluit toegekend wordt.

Wanneer de beslissing tot toekenning gunstig is en het bedrag van de steun niet nul is, wordt in deze beslissing ook het volgende vermeld :

1° de in aanmerking komende periode voor de verwezenlijking van de investeringen en de periode waarin de uitgaven van de begunstigde in aanmerking komen, op basis waarvan de steun berekend zal worden;

2° de in aanmerking komende periode waarin de begunstigde de betaling van de steun in verband met zijn in aanmerking komende uitgaven kan eisen, overeenkomstig artikel 16, § 2;

3° de eventueel in acht te nemen voorwaarden, met inbegrip van de als bewijs van de investering of vestiging over te leggen stukken.

Art. 14. De steun wordt toegekend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Als de fondsen ontoereikend zijn, kan de Minister besluiten dat de steunaanvragen niet meer in aanmerking komen vanaf de datum van zijn besluit.

Afdeling 5. — Selectiecriteria en periode waarin de uitgaven in aanmerking komen

Art. 15. Selectiecriteria bepalen welke ontvankelijke aanvragen in aanmerking komen voor steun. De aanvraag die aan de minimaal vereiste rating voldoet of die een hogere rating krijgt, komt in aanmerking voor steun.

De Minister bepaalt de minimaal vereiste rating, de selectiemethode en de selectiecriteria goedgekeurd in het kader van de goedkeuring van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector en verzoekt daartoe het advies van het opvolgingscomité, in het kader van de uitvoering van dit programma.

Art. 16. § 1. De begin- en einddatum van de periode waarin de uitgaven van de begunstigde in aanmerking komen als bedoeld in artikel 13, lid 4, 1°, worden vastgesteld rekening houdend met de datum waarop de begunstigde de uitgaven betaald heeft, en worden vastgesteld in artikel 65, § 2, van Verordening nr. 1303/2013.

De in het eerste lid vastgestelde begin- en einddatum van de periode waarin de uitgaven in aanmerking komen, worden als volgt gewijzigd, naar gelang van de aard van de gevraagde steun, maar mogen niet vroeger of later zijn dan de in het eerste lid vastgestelde datums :

1° indien de aanvraag betrekking heeft op de in de hoofdstukken 3 en 4 bedoelde steun, met uitzondering van artikel 38, § 3, of op hoofdstuk 5, wordt de periode waarin de uitgaven in aanmerking komen zodanig verkort dat deze niet vroeger valt dan de datum van de in artikel 13, lid 1, bedoelde kennisgeving en dat ze niet langer duurt dan drie jaar, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving;

2° de in 1° bedoelde periode wordt tot twee jaar verkort indien de aanvraag of de uitgaven van de begunstigde enkel betrekking hebben op in artikel 38, § 3, bedoelde investeringen.

De uitgaven die door de begunstigde buiten de periode waarin ze in aanmerking komen gedaan worden, worden beschouwd als uitgaven die niet in aanmerking komen.

De datum van betaling van de in het eerste lid bedoelde uitgaven komt overeen met de valutadatum vermeld op de rekeninguittreksels of met de datum van afgifte van het aankoopbewijs.

§ 2. Voor de steun bedoeld in de hoofdstukken 4 en 5 worden de begin- en einddatum van de in aanmerking komende periode waarin de begunstigde de betaling van de steun in verband met zijn uitgaven mag eisen, als volgt vastgesteld :

1° de begindatum is dezelfde als die van de in aanmerking komende periode van de uitgaven die krachtens paragraaf 1, lid 2, vastgesteld is ;

2° de einddatum ervan komt overeen met de datum van de zestigste werkdag na de einddatum van de in aanmerking komende periode van de uitgaven, vastgesteld krachtens paragraaf 1, lid 2, of, indien die eerder is, na de valutadatum van de uitbetaling door de begunstigde van de laatste uitgave voor de investeringen die in aanmerking kunnen komen voor steun, overeenkomstig de in artikel 13, lid 1, bedoelde kennisgeving.

De Minister kan de modaliteiten wijzigen die de in aanmerking komende periode van de uitgaven en de in aanmerking komende periode van de betalingsaanvragen bepalen, vastgesteld krachtens paragraaf 1 en lid 1, overeenkomstig de Verordeningen nr. 508/2014 en 1303/2013.

Het deel van de krachtens artikel 13 toegekende steun waarvoor geen ontvankelijke betalingsaanvraag is ingediend, wordt geannuleerd.

§ 3. De begunstigde stelt de Administratie in kennis van elke wijziging of van het afzien van elke investering die het voorwerp is geweest van een steun die krachtens artikel 13 toegekend is. De toegekende steun in verband met de niet-gerealiseerde investering wordt geannuleerd.

Afdeling 6. — Gemeenschappelijke voorwaarden in verband met de betalingsaanvraag van de steun

Art. 17. § 1. De begunstigde dient de betalingsaanvraag van de steun in de door de Minister vastgestelde vormen in.

Om ontvankelijk te zijn moet de betalingsaanvraag :

1° toegezonden zijn door de begunstigde in de in aanmerking komende periode bedoeld in artikel 13, lid 4, 2°;

2° gerechtvaardigd zijn door uitgaven in verband met in aanmerking komende investeringen krachtens de in artikel 13, lid 3, bedoelde kennisgeving, en die investeringen moeten aan de artikelen 6 tot 8 voldoen.

§ 2. De steun wordt uitbetaald op basis van de aan de begunstigde meegeede gegevens overeenkomstig artikel 13, van de indiening van de bewijsstukken en van de resultaten van de in artikel 41 bedoelde controles. In voorkomend geval vordert de Administratie de steun die ten onrechte aan de begunstigde uitbetaald is, terug, overeenkomstig de artikelen 48 en 49.

De bewijsstukken worden in aanmerking genomen indien ze de duidelijke identificatie van de uitgaven voor de verwezenlijking van de investering of van de vestiging mogelijk maken. Facturen worden enkel in aanmerking genomen indien ze met betalingsbewijzen ingediend worden.

Indien de bewijsstukken ontoereikend zijn of geen uitsluitel geven, worden zij niet in aanmerking genomen bij het onderzoek van het dossier.

De Minister kan bijkomende regels vaststellen die het in aanmerking komen van een uitgave van de begunstigde afhankelijk maakt van een steun alsook de bewijsstukken die nodig zijn om de naleving van de geldende regels aan te tonen.

Art. 18. Een uitgave die door de begunstigde uitbetaald wordt mag enkel in aanmerking komen voor één steunmaatregel, van al de maatregelen die krachtens dit besluit toegekend kunnen worden.

Art. 19. Overeenkomstig artikel D.254, § 1, van het Wetboek, heeft de verantwoordelijke van de Administratie of, in geval van verhindering, de ambtenaar die hem vervangt, volmacht om de uitgaven in het kader van de voorziene steun goed te keuren en uit te betalen.

Afdeling 7. — Verbintenis

Art. 20. § 1. Voor al de investeringen waarvoor een steun krachtens dit besluit toegekend werd, mag de aanvrager bij het Waalse Gewest geen andere steun in de vorm van een rentesubsidie, subsidie of premie van welke aard ook aanvragen die een overschrijding van het bij de Europese wetgeving of bij dit besluit vastgestelde steunniveau tot gevolg zou hebben.

Iedere overschrijding van het niveau van de steun vastgesteld bij of krachtens dit besluit of bij bijlage I van Verordening nr. 508/2014 wordt ingevorderd.

§ 2. De begunstigde verbindt zich als volgt :

1° de bewijsstukken van de uitgaven waarvoor krachtens dit besluit steun wordt verleend tot 31 december 2032 bewaren;

2° de controles gebonden aan de krachtens dit besluit verleende steun door de Administratie, het Belgische Rekenhof en de bevoegde diensten van de Commissie en het Europese Rekenhof, alsook door elke andere entiteit die op geldige wijze door een van de bovengenoemde actoren aangewezen is, goedkeuren en vergemakkelijken.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde controles mogen in de lokalen van het bedrijf alleen met de voorafgaande en uitdrukkelijke toestemming van de begunstigde of met toestemming van een rechter verricht worden.

§ 3. Gedurende een minimumperiode verbindt de begunstigde van een krachtens dit besluit toegekende steun zich tot wat volgt :

1° de handhaving van de gesubsidieerde investeringen en de aanwending ervan voor de voorziene bestemming;

2° de inachtneming van het verbod op de huur van de gesubsidieerde investeringen;

3° een afzonderlijk boekhoudsysteem of een passende boekhoudkundige code beheren, zodat investeringstransacties in verband met de steunaanvraag gemakkelijk in de boekhouding kunnen worden geïdentificeerd, onverminderd de nationale boekhoudvoorschriften;

4° de naleving van de voorwaarden vermeld in artikel 10, § 1, a) tot d) van Verordening nr. 508/2014;

5° alle gegevens betreffende zijn productie-, verwerkings- of verhandelingsactiviteit aan de Administratie verstrekken, in het geval die laatste het zou vragen;

6° het bewijs dat het bedrijf de milieunormen naleeft en het voorwerp uitmaakt van een globale vergunning.

De in het eerste lid bedoelde minimumperiode bedraagt vijf jaar na de datum van de laatste betaling van de steun in verband met de krachtens dit besluit gesubsidieerde investeringen.

§ 4. De Minister kan andere verbintenissen dan die bedoeld in paragraaf 1 tot 3 vaststellen.

§ 5. Indien een begunstigde een van de in paragraaf 1 tot 4 bedoelde verbintenissen niet nakomt, verliest hij de hem krachtens dit besluit toegekende steun geheel of gedeeltelijk, en moet hij het reeds ontvangen deel van de betrokken steun terugbetalen.

HOOFDSTUK III. — Vestigingssteun in aquacultuur door overname of oprichting

Eerste afdeling. — Principe van de vestigingssteun

Art. 21. De vestigingssteun wordt verleend om de installatie van jonge ondernemers die op het grondgebied van het Waalse Gewest tot de aquacultuursector toetreden te ondersteunen, overeenkomstig artikel 52 van Verordening nr. 508/2014.

Afdeling 2. — Ontvankelijkheid van de aanvraag

Art. 22. § 1. De aanvraag tot vestigingssteun door overname of oprichting dient de volgende voorwaarden na te leven, om ontvankelijk te zijn :

1° een ondernemingsplan bevatten die met de hulp van een adviseur opgesteld kan worden;

2° ingediend zijn bij de Administratie binnen de in artikel 1, 10°, bedoelde termijn.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn omvat het in paragraaf 1 bedoelde ondernemingsplan het volgende :

1° de productiefasen en -doelstellingen over een driejarige periode voor de ontwikkeling van de activiteiten van het bedrijf, met inbegrip van een volledige inventaris van de investeringen die de begunstigde in het kader van zijn aanvraag tot vestigingssteun gepland heeft en een raming van de respectieve kosten ervan ;

2° een analyse van het project waarin het potentieel van het bedrijf bij de vestiging door overname of oprichting opgenomen is;

3° de behoeften of het gebrek aan behoefte aan investeringen die degene bedoeld in 1° aanvullen, die mogelijk aanspraak kunnen maken op de in hoofdstuk 4 bedoelde steun, tijdens de eerste drie jaar na de datum van vestiging door overname of oprichting;

4° een leefbaarheidsberekening waarvan de modaliteiten door de Administratie bepaald worden;

5° resultatenindicatoren opgemaakt bij de aanvraag en gebruikt als hulpmiddelen bij de analyse van de evolutie van het bedrijf na afloop van het plan, op grond waarvan de Administratie de stand van uitvoering van de doelstellingen kan beoordelen via de leefbaarheidsberekening;

6° de omschrijving van de maatregelen, met inbegrip van degene gebonden aan de duurzaamheid van het leefmilieu en aan het doeltreffende gebruik van de hulpbronnen, die nodig zijn voor de ontwikkeling van de activiteiten van het aquacultuurbedrijf, zoals investeringen, opleidingen en adviezen;

7° de oorspronkelijke toestand van het bedrijf, in geval van overname.

De uitvoering van het ondernemingsplan gaat van start uiterlijk binnen negen maanden na de datum van kennisgeving van de in artikel 13 bedoelde beslissing.

Na afloop van de periode van drie jaar bedoeld in het eerste lid, 1°, gaat de Administratie na of de doelstellingen van het ondernemingsplan gehaald zijn en of de leefbaarheidsgrens bereikt is. De laatste tranche van de vestigingssteun wordt verleend op voorwaarde dat de doelstellingen gehaald worden.

Art. 23. In afwijking van artikel 4, § 2, wordt de vestigingssteun beperkt tot micro- en kleine ondernemingen zoals omschreven in Aanbeveling 2003/361/EG van de Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen.

De vestigingssteun door overname en oprichting is niet cumuleerbaar.

Afdeling 3. — Het in aanmerking komen van de vestiging door overname en oprichting

Art. 24. § 1. Een vestiging door overname is de aankoop door een jonge ondernemer die tot de aquacultuursector toetreedt, van een reeds bestaand aquacultuurbedrijf of een deel daarvan, door de aankoop van alle of een deel van de lichamelijke en onlichamelijke goederen van dat bedrijf en tenminste van de gebouwen die nodig zijn voor de activiteiten ervan, zonder dat hij de schulden en het imago van dat bedrijf overneemt.

Ze wordt bevestigd op grond van een aandelenregister, een geregistreerde overname-overeenkomst of een authentieke akte :

1° waarin de effectieve datum van vestiging door overname van de aanvrager, alsook de modaliteiten en de inventaris van de overname vermeld worden ;

2° die door de verschillende partijen gedagtekend en ondertekend is uiterlijk op de datum van vestiging door overname.

§ 2. Als de overeenkomst of de akte niet voldoet aan de voorwaarden vermeld in paragraaf 1, wordt ze niet in aanmerking genomen door de Administratie.

§ 3. Overeenkomstig artikel 11, e), van Verordening nr. 508/2014 komen de overdrachten van bedrijfseigendom niet in aanmerking.

De Minister kan de criteria bepalen die het mogelijk maken om een onderscheid te maken tussen de overdrachten van bedrijfseigendom en de vestigingen door overname als bedoeld in paragraaf 1.

Art. 25. De vestiging door oprichting is de oprichting van een functioneel aquacultuurbedrijf door een jonge ondernemer die tot de aquacultuursector toetreedt, ten einde zich er te vestigen.

De datum van vestiging door oprichting is de in artikel 1, 7°, bedoelde datum.

Afdeling 4. — Aanvrager

Art. 26. Om vestigingssteun te genieten vervult de aanvrager die zich als natuurlijke persoon vestigt, de volgende criteria op de datum van de daadwerkelijke vestiging :

1° is voor het eerst als zelfstandige gevestigd als aquacultuurexploitant als hoofdberoep in een aquacultuurbedrijf op het grondgebied van het Waalse Gewest;

2° is als zelfstandige aquacultuurexploitant als hoofdberoep aangegeven bij een sociale verzekeringskas en heeft zijn bijdrage betaald;

3° is de exclusieve bedrijfsleider of oefent gedurende ten minste vijf jaar de feitelijke controle over het bedrijf uit, hetzij als natuurlijke persoon die deel uitmaakt van een groep, hetzij als gedelegeerd bestuurder, zaakvoerder of vennoot-zaakvoerder van een rechtspersoon;

4° maakt deel uit van een partnerschap die bij het GBCS geïdentificeerd is als beheerder van een aquacultuurproductie-eenheid als hoofdberoep.

Om voor vestigingssteun in aanmerking te komen, moet de aanvrager, een natuurlijke persoon, op de datum van vestiging door overname of oprichting aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° niet ouder zijn dan veertig jaar;

2° beschikken over een kwalificatie of, bij gebreke daarvan, over voldoende ervaring;

3° niet eerder aan het hoofd van een aquacultuurbedrijf geweest zijn.

De Minister bepaalt de in lid 2, 2°, bedoelde kwalificatie en voldoende ervaring, alsook de voorwaarden die voldoen aan de verplichting van een effectieve controle van het bedrijf, als bedoeld in het eerste lid, 3°.

Art. 27. De aanvrager die zich als zaakvoerder of gedelegeerd bestuurder vestigt van een rechtspersoon met een activiteit in aquacultuur als hoofddoel vervult de in artikel 26 bedoelde voorwaarden.

Afdeling 5. — Het in aanmerking komen van het overgenomen of opgerichte bedrijf

Art. 28. Het overgenomen of opgerichte bedrijf bereikt een leefbaarheidsgrens na afloop van het ondernemingsplan.

De Minister bepaalt de te bereiken leefbaarheidsgrens opdat het bedrijf voor een vestigingssteun in aanmerking komt.

Afdeling 6. — In aanmerking komende uitgaven

Art. 29. De voor vestigingssteun in aanmerking komende uitgaven zijn alle in aanmerking komende uitgaven in de zin van artikel 1, 9°, die betrekking hebben op de vestiging, met uitzondering van de uitgaven die als niet in aanmerking komende uitgaven beschouwd worden, als bepaald door de Minister.

Afdeling 7. — Vereffening van de steun

Art. 30. De vestigingssteun door overname of oprichting bestaat uit een kapitaalsubsidie en wordt berekend op basis van de in aanmerking komende uitgaven in verband met de vestiging en het overeenkomstig artikel 3 vastgestelde steunpercentage.

Art. 31. De vestigingssteun door overname of oprichting wordt in twee schijven over een periode van maximaal vijf jaar gestort.

Art. 32. Het percentage van beide schijven bedraagt vijftig procent.

De eerste schijf van de steun wordt gestort zodra de begunstigde een door een boekhouder of andere bevoegde deskundige goedgekeurde verklaring indient dat vijftig procent van de uitgaven als bedoeld in artikel 13, lid 3, 1°, gerealiseerd zijn.

De tweede schijf van de steun wordt uitbetaald nadat is geverifieerd of de doelstellingen van het ondernemingsplan bereikt zijn, overeenkomstig artikel 34, en na de uitvoering van de controles die overeenkomstig hoofdstuk 6 voorzien zijn.

Afdeling 8. — Verbintenis

Art. 33. § 1. De begunstigde van een vestigingssteun, ongeacht of hij een natuurlijke of rechtspersoon is, verbindt zich ertoe om gedurende ten minste vijf jaar na de datum van vestiging een analytische boekhouding en beheersboekhouding te houden en de gegevens van deze boekhouding jaarlijks aan de Administratie mee te delen.

De in het eerste lid bedoelde verplichting is niet van toepassing op een begunstigde van een vestigingssteun waarvoor het bedrag van de steun, vermeld overeenkomstig artikel 13, minder dan 40 000 EUR bedraagt.

§ 2. De in paragraaf 1, lid 1, analytische boekhouding en beheersboekhouding, bevat :

- 1° een omschrijving van de algemene bedrijfskenmerken, met inbegrip van de aangewende productiefactoren;
- 2° een balans (activa en passiva) en een bedrijfsrekening, met een uitvoerige melding van de lasten en producten ;
- 3° de nodige gegevens voor de beoordeling van de doeltreffendheid van de bedrijfsvoering in haar geheel, alsmede van de rendabiliteit van de belangrijkste bedrijfsonderdelen;
- 4° een jaarlijkse begin- en eindinventaris;
- 5° de systematische en regelmatige registratie van de verschillende goederen- en geldstromen binnen het bedrijf, in natura en in waarde, in de loop van het boekjaar.

Voor het eerste jaar na de vestigingsdatum mag de begunstigde enkel de in lid 1, 1°, 3° en 5° vermelde documenten indienen.

De Minister kan :

- 1° de vorm en de inhoud van de in lid 2 bedoelde vereenvoudigde boekhouding bepalen;
- 2° de vorm bepalen waarop de in dit artikel bedoelde stukken voorgesteld moeten worden;
- 3° de lijst elementen die krachtens dit artikel vereist zijn, aanvullen.

Afdeling 9. — Monitoring van het ondernemingsplan

Art. 34. De begunstigde van de investeringssteun maakt een jaarlijkse lijst op van de resultatenindicatoren die in het in artikel 22, § 2, bedoelde bedrijfsplan voorzien zijn en neemt er zijn bemerkings in op. Hij kan een beroep doen op een adviseur om die lijst op te maken. Die lijst wordt jaarlijks aan de Administratie toegezonden.

Als de resultatenindicator erop wijst dat de doelstellingen die in het in artikel 22, § 2, bedoelde ondernemingsplan nagestreefd zijn, niet gehaald zijn, rechtvaardigt de begunstigde zijn toestand en geeft hij kennis van de nieuwe maatregelen die getroffen worden om de toestand te verhelpen.

Na afloop van het ondernemingsplan maakt de begunstigde een eindrapport over de monitoring aan de Administratie over, betreffende elk jaar van het ondernemingsplan. Op basis van het eindverslag evalueert de Administratie de resultaten en de verwezenlijking van de doelstellingen van het plan.

*HOOFDSTUK IV. — Investeringssteun in aquacultuur**Eerste afdeling. — Principe van de steun*

Art. 35. De doelstelling van de investeringssteun is de ondersteuning van de ontwikkeling van een duurzame aquacultuur op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 36. De aanvraag van investeringssteun is ontvankelijk als ze toegestuurd wordt door middel van het formulier dat door de Administratie ter beschikking gesteld wordt.

Art. 37. Een jonge ondernemer die tot de aquacultuursector toetreedt kan overeenkomstig artikel 18 tegelijkertijd zowel vestigingssteun als investeringssteun ontvangen.

Afdeling 2. — In aanmerking komende investeringen

Art. 38. § 1. De investeringen die voor steun als bedoeld in dit hoofdstuk in aanmerking komen, moeten voldoen aan ten minste één van de in artikel 48, § 1, bedoelde doelstellingen van Verordening nr. 508/2014, met uitzondering van de doelstelling om de energie-efficiëntie te verhogen en over te schakelen op hernieuwbare energiebronnen.

§ 2. Overeenkomstig artikel 48, § 3, van Verordening nr. 508/2014 en het strategisch meerjarenplan voor de ontwikkeling van de aquacultuur in Wallonië komen investeringen om de productie te verhogen of de modernisering van de bestaande aquacultuuractiviteit of de bouw van een nieuwe eenheid te bevorderen in aanmerking.

§ 3. Investerings ter bescherming van aquacultuurbedrijven tegen wilde predatoren komen voor steun als bedoeld in dit hoofdstuk in aanmerking indien zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° zij hebben tot doel het bedrijf te beschermen tegen ten minste één van de soorten die de Minister heeft vastgesteld onder de soorten die krachtens de Natuurbeschermingswet van 12 juli 1973 worden beschermd;

2° zij vormen een beschermingssysteem waarvan de relevantie voor de betrokken soorten en het bedrijf dat de steun krijgt, gevalideerd wordt door het Departement voor Natuur en Bos van de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Wetboek.

De Minister kan het volgende bepalen :

1° een maximumtermijn na afloop waarvan het advies van de in het eerste lid, 2°, bedoelde departement als gunstig beschouwd wordt ;

2° aanvullende voorwaarden inzake het in aanmerking komen van de uitgaven van de begunstigde in het kader van een krachtens lid 1 toegekende steun.

HOOFDSTUK V. — Investeringssteun bij de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten

Eerste afdeling. — Principe van de steun

Art. 39. De investeringssteun bij de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten heeft tot doel de verwerking en afzet van producten uit de duurzame visserij of aquacultuur te bevorderen.

Afdeling 2. — In aanmerking komende investeringen

Art. 40. De investeringen die voor steun als bedoeld in dit hoofdstuk in aanmerking komen, moeten voldoen aan ten minste één van de in artikel 69, paragraaf 1, bedoelde doelstellingen van Verordening nr. 508/2014, met uitzondering van de doelstelling om de energie-efficiëntie te verhogen en over te schakelen op hernieuwbare energiebronnen.

HOOFDSTUK VI. — Controles en sancties

Afdeling 1. — Controles

Art. 41. § 1. De Administratie of een andere door haar gemachtigde instelling voert administratieve controles ter plaatse uit, in verband met :

1° de naleving van de voorwaarden inzake de ontvankelijkheid of het in aanmerking komen van de aanvrager, de steunaanvraag en de investeringen, zoals bepaald in dit besluit;

2° de naleving van de voorwaarden voor het in aanmerking komen van de uitgaven die in het kader van de betalingsaanvraag van een steun aangegeven zijn, met inbegrip van de bewijsstukken waaruit blijkt dat de geldende regels in acht worden genomen;

3° de naleving van de fiscale en sociale wetgevingen en regelgevingen.

§ 2. De Directie Controles van het Departement Ordehandhaving en Controles van de Administratie, in de zin van artikel D.3, 3° van het Wetboek staat in voor de naleving van de milieuwet- en regelgevingen en, in voorkomend geval, van de milieuvoorschriften die gepaard gaan met de globale vergunning of milieuvergunning van de begunstigde voor de productie-eenheid waarop de steun betrekking heeft.

§ 3. De vaststellingen gemaakt in het kader van de in paragraaf 1 en 2 bedoelde controles worden door de bevoegde Administratie aan de begunstigde meegedeeld. De sanctie met betrekking tot de steun die krachtens dit besluit aan de begunstigde verschuldigd is, wordt ook door de Administratie aan de begunstigde meegedeeld. De uitbetaling van elke steun waarop dit besluit van toepassing is, is afhankelijk van een gunstig advies van de in paragraaf 1 bedoelde controlediensten.

Afdeling 2. — Controle op de duurzaamheid van de vestiging, het behoud en de bestemming van de investering

Art. 42. In de gevallen als bedoeld in artikel 71 van Verordening nr. 1303/2013 vordert de Administratie de voor de betrokken investering betaalde steun geheel of gedeeltelijk terug.

Art. 43. De steungerechtigde die de bestemming of het gebruik van een investering die voor steun in aanmerking komt of is gekomen wenst te wijzigen, geeft de Administratie eerst kennis van zijn wens.

De begunstigde vermeldt de nieuwe bestemming of het nieuwe gebruik van de investering en motiveert de wijziging. De wijzigingen van bestemming of gebruik van de investeringen worden onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring door de Administratie.

De Administratie stemt in met een wijziging van bestemming als ze de voorwaarden van dit besluit vervult. Als de wijziging van bestemming niet wordt toegestaan, vordert de Administratie het geheel of een gedeelte van de voor betrokken investering gestorte steun in.

Art. 44. De steungerechtigde verschafft de Administratie alle nodige gegevens en stukken zodat het kan nagaan of de investering bestaat en of betrokken steun correct bestemd wordt.

Als de steungerechtigde weigert de nodige informatie te verstrekken of geen bewijsstukken overlegt, betaalt hij de steun terug naar rato van het niet gerechtvaardigde gedeelte.

Afdeling 3. — Sancties

Art. 45. § 1. Overeenkomstig artikel 143 van verordening nr. 1303/2013, heeft de niet-naleving van de bepalingen vastgesteld krachtens dit besluit de stopzetting van de steun tot gevolg en, desgevallend, de terugbetaling van het geheel of van een gedeelte van de reeds ontvangen steun naar gelang van de ernst, de opzettelijke of onopzettelijke aard van de door de begunstigde begane fout, de omvang, de duur en de herhaling van het geval van non-conformiteit.

§ 2. De Minister bepaalt een sanctie-rooster op basis van de in § 1 vermelde gegevens.

In geval van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden als bedoeld in hoofdstuk 7, wordt er geen terugbetaling vereist, voor zover de non-conformiteit aan de verplichtingen of verbintenissen die krachtens dit besluit van toepassing zijn, niet het gevolg is van een opzettelijke fout van de begunstigde.

Art. 46. In geval van niet-naleving van artikel 34 wordt de laatste tranche niet uitbetaald en wordt er overgegaan tot de invordering of de compensatie van de steun die voor het geheel of voor een gedeelte al ontvangen is.

Als de steungerechtigde weigert de informatie te verstrekken die nodig is voor de controle op de kwaliteit en de resultaten van de lijsten alsmede op de globale uitvoering van het ondernemingsplan of als hij geen bewijsstukken overlegt, betaalt hij de steun terug naar rato van het niet gerechtvaardigde gedeelte.

Art. 47. Elke steun die krachtens dit besluit toegekend is, wordt ingetrokken en, in voorkomend geval, volledig teruggevorderd, indien deze toegekend is aan natuurlijke of rechtspersonen die, in strijd met de doelstellingen van dit besluit, op kunstmatige wijze de voorwaarden hebben gecreëerd om dergelijke steun te verkrijgen.

Afdeling 4. — Invorderingsprocedure

Art. 48. De Administratie deelt de begunstigde mee dat zij de steun gaat invorderen alvorens daadwerkelijk tot de terugvordering over te gaan.

Art. 49. De steun wordt overeenkomstig artikelen D.258 tot D.260 van het Wetboek ingevorderd.

HOOFDSTUK VII. — Geval van overmacht en buitengewone omstandigheden

Art. 50. De gevallen van overmacht zijn minstens één van de volgende gevallen :

1° de begunstigde is overleden;

2° de begunstigde is langdurig arbeidsongeschikt geworden;

3° het bedrijf is zwaar getroffen door een ernstige natuurramp;

4° de toevallige vernietiging van de gebouwen van het bedrijf;

5° een epizoötie of een plantenziekte waardoor meer dan de helft van het jaarlijks volume van de aquacultuurproductie dat gewoonlijk geproduceerd wordt door de getroffen aquacultuurproductie-eenheid getroffen wordt;

6° het volledige bedrijf of een groot deel daarvan is onteigend, indien deze onteigening op de dag van indiening van de aanvraag niet was te voorzien.

Veeverliezen die de aquacultuurproductie treffen voor meer dan de helft van het jaarlijks volume dat gewoonlijk geproduceerd wordt door de getroffen aquacultuurproductie-eenheid, die verband houden met uitzonderlijke ongunstige klimatologische of milieuomstandigheden, kunnen in aanmerking genomen worden indien ze officieel erkend worden en, wat de milieuomstandigheden betreft, voor zover dat zij toevallig zijn en niet aan de begunstigde of aan een lid van het bedrijfspersoneel toe te schrijven zijn.

Art. 51. Wanneer het geval van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden het overlijden van de begunstigde van de steun of diens langdurige arbeidsongeschiktheid betreft, is artikel 45 alleen van toepassing om de verworven steun te behouden. Dit artikel is niet van toepassing om een nieuwe toekenning van steun te genieten in hoofde van een derde aan de begunstigde die aan de toelatingscriteria niet zou voldoen.

Gevalen van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden dienen schriftelijk aan de Administratie worden gemeld en de bijhorende bewijzen dienen binnen vijftien werkdagen na de dag waarop de begunstigde, of zijn rechthebbende, daartoe in staat is, overgelegd worden.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangsbepalingen

Art. 52. § 1. De begunstigden die een gewestelijke steun hebben ontvangen krachtens het besluit van de Waalse regering van 6 mei 2004 ter uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen, komen in aanmerking voor een in dit besluit bedoelde steun, met inachtneming van de daarin vastgelegde voorwaarden en van de in paragraaf 2 en 3 vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

In afwijking van het eerste lid komen investeringen waarvoor de in het eerste lid bedoelde gewestelijke steun vóór 1 januari 2014 toegekend is, niet in aanmerking voor een in dit besluit bedoelde steun.

§ 2. Enkel de investeringen die in aanmerking komen in het kader van een steunaanvraag die krachtens paragraaf 1 ontvankelijk is, kunnen het voorwerp uitmaken van een steunaanvraag krachtens dit besluit.

Voor dergelijke investeringen is de periode waarin de uitgaven in aanmerking komen voor een in dit besluit bedoelde steun gelijk aan de in aanmerking komende periode die krachtens het in paragraaf 1 bedoelde besluit vastgesteld is.

De periode waarin de begunstigde aanspraak kan maken op de betaling van de krachtens dit besluit toegekende steun gaat in op de datum van kennisgeving van de toekenning van de in artikel 13 bedoelde steun.

De in aanmerking komende periode eindigt zestig werkdagen na die datum van kennisgeving of, indien dit later is, de datum die overeenstemt met de zestigste werkdag na de valutadatum van uitbetaling van de laatste in aanmerking komende uitgave voor investeringen die voor steun in aanmerking komen overeenkomstig de in artikel 13 bedoelde kennisgeving.

§ 3. Het bedrag van het gewestelijke deel van de steun die krachtens dit besluit aan de begunstigde verschuldigd is, wordt verminderd met het bedrag van de gewestelijke steun die overeenkomstig het in paragraaf 1 bedoelde besluit van de Waalse regering van 6 mei 2004 voor dezelfde investeringen ontvangen is.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 53. Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 2020.

In afwijking van het eerste lid blijft dit besluit van kracht voor de dossiers die het voorwerp zijn van een gunstig ontvankelijkheidsbesluit voor 31 december 2020.

Art. 54. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,

Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/13752]

25 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, modifiant les règlements (CE) n° 1184/2006 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 104/2000 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n° 1954/2003 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 2371/2002 et (CE) n° 639/2004 du Conseil et la décision 2004/585/CE du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, notamment les articles D.4, et D.241 à D.247;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans le secteur aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, les articles 1^{er}, 9^o, 3, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, 15, alinéa 2, 26, alinéa 3, 28, alinéa 2, 38, § 3, alinéas 1^{er} et 2, et 45, § 2, alinéa 1^{er};

Vu l'approbation du comité de suivi du 23 mars 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mars 2019;

Vu le rapport du 19 février 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence d'avis donné au terme du délai prévu;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Programme wallon pour le secteur commercial de la Pêche (2014-2020) validé par le Gouvernement wallon en date du 13 juillet 2017 pour ce qui concerne les opérations à mettre en œuvre sur le territoire wallon;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux piscicultures intensives;

Considérant le guide d'éligibilité des dépenses et les critères de sélection des opérations, dans le cadre du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche 2014-2020, validés par le Gouvernement wallon respectivement en date des 13 juillet 2017 et 28 janvier 2016,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 relatif aux aides à l'investissement dans les secteurs de la production aquacole et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 2. En application de l'article 1^{er}, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les dépenses éligibles répondent aux conditions suivantes :

1^o les dépenses sont limitées :

- a) à la construction, à l'acquisition, y compris par voie de crédit-bail, ou à la rénovation de biens immeubles;
- b) à l'achat ou la location-vente de matériel et d'équipements neufs à concurrence de la valeur marchande des biens, y compris les logiciels, à l'exclusion des coûts annexes liés aux contrats de location-vente tels que la marge du bailleur, les coûts de refinancement d'intérêts, les frais généraux et les frais d'assurance;